



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 septembre 2000  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-cinquième session

Point 123 de l'ordre du jour

### Gestion des ressources humaines

## Composition du Secrétariat\*

### Rapport du Secrétaire général

#### Résumé

Le Secrétaire général fait chaque année rapport sur la composition du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions sur la gestion des ressources humaines. Le rapport annuel donne un aperçu de l'effectif du Secrétariat par nationalité, sexe, classe et type de contrat. Il contient une mise à jour des renseignements relatifs à l'évolution des fourchettes souhaitables fixées pour la représentation des États Membres. Il contient aussi des renseignements à jour sur la structure démographique des ressources humaines de l'Organisation, qui permet d'analyser la principale caractéristique de l'effectif du Secrétariat. Le présent rapport porte sur la période allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

---

\* En décembre 1971, la Cinquième Commission a demandé d'avancer du 31 août au 30 juin la date limite applicable aux statistiques relatives à la composition du personnel (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, annexes*, point 84 de l'ordre du jour, document A/8604, par. 34 à 37). Depuis 1972, la date limite applicable aux statistiques relatives aux ressources humaines est donc le 30 juin de l'année sur laquelle porte le rapport. Comme l'on ne dispose pas encore du module V du SIG (base de données intégrée au niveau mondial), les statistiques mensuelles relatives aux bureaux extérieurs sont établies par le Bureau de la gestion des ressources humaines à partir des données qu'il a réunies. La base de données intégrée au niveau mondial relative aux ressources humaines est établie le 15 du mois suivant la réception des données. Les données relatives à la proposition du Secrétariat ne peuvent être disponibles, aux fins d'analyse, qu'à partir du 15 juillet.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Sigles utilisés . . . . .		4
I. Introduction . . . . .	1-7	5
II. Composition du Secrétariat . . . . .	8-32	5
A. Personnel de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	8-12	5
B. Personnel dont le recrutement est soumis au système des fourchettes souhaitables . . . . .	13	7
C. Représentation des États Membres . . . . .	14-17	8
D. Représentation des États Membres aux postes de direction et de décision. . . . .	18-20	9
E. Représentation des femmes . . . . .	21-24	10
F. Recrutements . . . . .	25-32	13
III. Système des fourchettes souhaitables pour la répartition géographique du personnel . . . . .	33-37	15
IV. Structure démographique des ressources humaines . . . . .	38-72	17
A. Caractéristiques démographiques du personnel . . . . .	39-50	17
B. Mouvements de personnel du Secrétariat (du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000) . . . . .	51-61	26
C. Discrimination raciale . . . . .	62-66	30
D. Départs à la retraite prévus pour la période 2000-2004 . . . . .	67-72	31
<b>Tableaux</b>		
A. Personnel du Secrétariat et des autres entités de l'Organisation des Nations Unies, par catégorie et selon l'origine des fonds, au 30 juin 2000 . . . . .		7
B. Représentation des pays en développement et des autres pays aux postes soumis à la répartition géographique, 1996-2000 . . . . .		11
C. Proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique, 30 juin 1996-30 juin 2000 . . . . .		12
D. Proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique ou un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales, par classe, 1990 et 2000 . . . . .		12
E. Nombre de nominations, par sexe, par classe et par nombre de nationalités, soumis à la répartition géographique, 1er juillet 1999-30 juin 2000 . . . . .		13
F. Données relatives au placement des lauréats des concours nationaux, par département ou bureau, juillet 1999-juin 2000 . . . . .		15
G. Méthode de calcul des fourchettes pondérées . . . . .		16

## Figures

I.	Répartition des fonctionnaires du Secrétariat et des autres entités de l'ONU . . . . .	6
II.	Représentation des États Membres, juin 1996-juin 2000 . . . . .	9
III.	Répartition du personnel par catégorie au 30 juin 2000 . . . . .	18
IV.	Répartition par classe (administrateurs et directeurs) au 30 juin 2000 . . . . .	18
V.	Répartition par classe (services généraux et catégories apparentées) au 30 juin 2000 . . . . .	19
VI.	Répartition du personnel par département et bureau au 30 juin 2000 . . . . .	20
VII.	Pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur au 30 juin 2000 . . . . .	22
VIII.	Répartition du personnel par type de nomination au 30 juin 2000 . . . . .	23
IX.	Répartition du personnel selon l'âge et le sexe . . . . .	24
X.	Groupes d'âge au Secrétariat au 30 juin 2000 . . . . .	25
XI.	Recrutements par sexe, du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 . . . . .	27
XII.	Cessations de service par sexe, du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 . . . . .	28
XIII.	Départs à la retraite prévus, par catégorie, pour la période 2000-2004 . . . . .	33
XIV.	Départs à la retraite prévus pour la période 2000-2004 : fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique . . . . .	33

## Annexe

	Tableaux statistiques détaillés . . . . .	36
--	---	----

**Sigles utilisés**

BCDCP	Bureau de contrôle des drogues et de la prévention du crime
CCI	Corps commun d'inspection
CCI	Centre du commerce international
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCQA	Comité consultatif pour les questions administratives
CCSI	Comité de coordination des systèmes d'information
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale (secrétariat)
CIC	Centre international de calcul
CIJ	Cour internationale de Justice (Grefe)
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUUV	Office des Nations Unies à Vienne
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies

## I. Introduction

1. Le rapport annuel du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat est présenté conformément aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions relatives à la gestion des ressources humaines, les dernières en date étant les résolutions 49/222 A du 23 décembre 1994, 51/226 du 3 avril 1997, 52/219 du 22 décembre 1997 et 53/221 du 7 avril 1999. Il donne un aperçu de l'effectif du Secrétariat par nationalité, sexe, classe et type de contrat.

2. La section II du rapport correspond au rapport habituel sur la composition du Secrétariat, qui donne la suite des séries chronologiques dont il est rendu compte depuis plusieurs années; elle porte plus particulièrement sur l'effectif des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique. Ces séries chronologiques facilitent l'analyse de l'évolution de la situation dans le temps. Comme suite au paragraphe 4 de la section IX de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale, il a été mis fin à la pratique consistant à indiquer la répartition du personnel entre les grands groupes géographiques, et les pays sont donc énumérés dans l'ordre alphabétique.

3. À partir du présent rapport, le secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies est considéré comme une entité interorganisations et non comme faisant partie du Secrétariat : il n'est donc plus pris en compte dans le système des fourchettes souhaitables pour la répartition géographique du personnel.

4. L'attention des États Membres est appelée sur un rapport connexe, contenant la liste du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ST/ADM/R.55) qui donne la composition du Secrétariat, par unité administrative, titre fonctionnel, classe et nationalité. On trouvera un complément d'informations sur les questions liées à la répartition par sexe dans le rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (A/55/399).

5. La section III du rapport contient des renseignements à jour sur le système des fourchettes souhaitables qui régit la répartition géographique, notamment en ce qui concerne l'évolution des fourchettes pondérées.

6. La section IV du rapport contient une mise à jour des renseignements concernant la structure démographique des ressources humaines, ce qui permet d'analyser les principales caractéristiques démographiques de l'effectif du Secrétariat. Elle expose les tendances et évolutions de cet effectif dans le temps et fait le point des besoins futurs en personnel compte tenu des départs à la retraite prévus.

7. Les chiffres figurant dans le présent rapport sont ceux arrêtés au 30 juin 2000 et renvoient aux structures administratives qui existaient à cette date.

## II. Composition du Secrétariat

### A. Personnel de l'Organisation des Nations Unies

8. Le pouvoir qu'a le Secrétaire général de nommer le personnel de l'Organisation découle du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, qui se lit comme suit : « Le personnel est nommé par le Secrétaire général conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale ».

9. L'Assemblée générale a accordé à divers programmes, fonds et organes subsidiaires de l'ONU un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel. Il s'agit des suivants : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Université des Nations Unies (UNU), secrétariat de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, Greffe de la Cour internationale de Justice (CIJ) et Centre du commerce international (CCI).

10. Les principes régissant le recrutement et l'emploi du personnel découlent du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, qui est ainsi conçu :

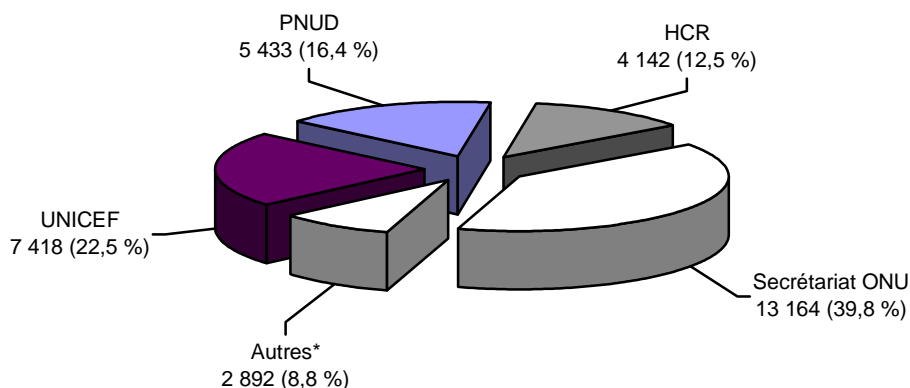
« La considération dominante dans le rythme et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. »

11. Ces principes s'appliquent à tout le personnel de l'Organisation, y compris celui des secrétariats des programmes, fonds et organes subsidiaires ci-dessus, qui sont dotés d'un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel.

12. Au 30 juin 2000, le nombre total de fonctionnaires de l'ONU nommés pour un an ou plus s'établissait à 33 049. Sur ce total, 13 164 fonctionnaires étaient affectés au Secrétariat de l'Organisation et 19 885 aux secrétariats d'autres entités de l'ONU (voir fig. 1). Pour ce qui est du mode de financement des postes occupés par les 13 164 fonctionnaires du Secrétariat, 8 926 étaient inscrits au budget ordinaire de 2000. Au 30 juin 2000, 7 470 fonctionnaires du Secrétariat et 314 fonctionnaires affectés à d'autres entités occupaient des postes inscrits au budget ordinaire (on trouvera au tableau A des précisions supplémentaires sur la composition du personnel, par catégorie et selon l'origine des fonds).

Figure I

#### Répartition des fonctionnaires du Secrétariat et des autres entités de l'ONU



\* Y compris les entités ci-après : CIJ, CFPI, CCI, FNUAP, UNITAR, Caisse des pensions, UNOPS, UNRWA et UNU; non compris le personnel du secrétariat de la CCNUCC et les inspections du Corps commun d'inspection.

Tableau A  
**Personnel du Secrétariat et des autres entités de l'Organisation  
des Nations Unies, par catégorie et selon l'origine des fonds, au 30 juin 2000**

	<i>Budget ordinaire</i>				<i>Fonds extrabudgétaires</i>				<b>Total général</b>
	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Agents engagés au titre de projets</i>	<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>	<b>Total</b>	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Agents engagés au titre de projets</i>	<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>	<b>Total</b>	
Secrétariat de l'ONU	2 925	16	4 529	<b>7 470</b>	1 465	781	3 448	<b>5 694<sup>a</sup></b>	<b>13 164</b>
PNUD					875 <sup>b</sup>	275	4 283 <sup>d</sup>	<b>5 433</b>	<b>5 433</b>
FNUAP					250 <sup>b</sup>	40 <sup>c</sup>	862 <sup>d</sup>	<b>1 152</b>	<b>1 152</b>
HCR	77		126	<b>203</b>	1 212	16	2 711	<b>3 939</b>	<b>4 142</b>
UNICEF					1 103 <sup>e</sup>	1 727 <sup>f</sup>	4 588	<b>7 418</b>	<b>7 418</b>
UNITAR					12	3	3	<b>18</b>	<b>18</b>
UNOPS					150	732	269	<b>1 151</b>	<b>1 151</b>
UNRWA <sup>g</sup>	73		11	<b>84</b>	13			<b>13</b>	<b>97</b>
CCI <sup>h</sup>					61	34	96	<b>191</b>	<b>191</b>
CFPI					12		19	<b>31</b>	<b>31</b>
Caisse des pensions					42		93	<b>135</b>	<b>135</b>
CIJ	9		18	<b>27</b>					
UNU					17	26	47	<b>90</b>	<b>90</b>
<b>Total</b>	<b>3 084</b>	<b>16</b>	<b>4 684</b>	<b>7 784</b>	<b>5 212</b>	<b>3 634</b>	<b>16 419</b>	<b>25 265</b>	<b>33 049</b>

<sup>a</sup> Dont 21 postes d'administrateur et 98 postes d'agent des services généraux financés par imputation à des comptes producteurs de recettes.

<sup>b</sup> Y compris les postes imputés au budget de base du PNUD, les fonds administrés par le PNUD et les fonds supplémentaires du PNUD.

<sup>c</sup> Y compris les administrateurs auxiliaires.

<sup>d</sup> Y compris les administrateurs recrutés sur le plan national et les agents du Service mobile.

<sup>e</sup> Y compris les administrateurs recrutés sur le plan international et national occupant des postes financés par des ressources ordinaires (budget d'appui).

<sup>f</sup> Y compris les administrateurs recrutés sur le plan international et national occupant des postes financés par d'autres ressources (fonds alloués aux projets).

<sup>g</sup> Non compris 21 060 agents locaux.

<sup>h</sup> Un certain nombre de postes du CCI sont financés conjointement par l'ONU (budget ordinaire) et l'OMC.

## **B. Personnel dont le recrutement est soumis au système des fourchettes souhaitables**

13. L'effectif total de 33 049 fonctionnaires nommés pour une année ou plus comprend un groupe limité de fonctionnaires du Secrétariat dont le recrutement est soumis au système des fourchettes souhaitables. La question du nombre de postes soumis à la répartition géographique, à partir duquel on détermine la fourchette souhaitable pour chaque État Membre, est traitée dans la section III du présent rapport. Les fonctionnaires concernés, désignés par l'appellation « fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique », sont au nombre de 2 389. Ils sont

nommés par le Secrétaire général pour une période d'au moins un an et affectés à des postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui sont inscrits au budget ordinaire. Plusieurs catégories de fonctionnaire ne sont pas comptées dans le total des fonctionnaires dont le recrutement est soumis au système des fourchettes souhaitables : les fonctionnaires affectés aux secrétariats des programmes, fonds et organes subsidiaires de l'Organisation dotés d'un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel; les fonctionnaires occupant des postes relevant du maintien de la paix, des postes expressément financés pour un service en mission ou des postes dont le coût est imputé au compte d'appui des opérations de maintien de la paix; les fonctionnaires titulaires de postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales; les agents du Service mobile et de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées (corps de métiers, agents des services de sécurité, assistants d'information, etc.) qui sont recrutés localement; les fonctionnaires occupant des postes affectés exclusivement au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH) et au Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime (BCDPC); les fonctionnaires nommés à des postes financés sur une base interorganisations; les fonctionnaires occupant des postes relevant de projets de coopération technique; les administrateurs recrutés sur le plan national affectés à des centres d'information de l'ONU; les fonctionnaires en congé spécial sans traitement; et les fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

### C. Représentation des États Membres

14. La représentation des États Membres dans l'effectif du Secrétariat est calculée au moyen du système des fourchettes souhaitables décrit dans la section III du présent rapport. La comparaison entre la fourchette établie pour chaque État Membre et le nombre de nationaux dudit État occupant des postes soumis à la répartition géographique permet de classer les États Membres dans l'une ou l'autre des quatre catégories suivantes : États non représentés, États sous-représentés, États se situant dans la fourchette souhaitable et États surreprésentés. Un État Membre est dit « non représenté » lorsque aucun de ses nationaux n'occupe un poste soumis à la répartition géographique; il est dit « sous-représenté » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes est inférieur à la limite inférieure de la fourchette souhaitable; il est dit « dans la fourchette souhaitable » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes se situe entre les limites inférieure et supérieure de la fourchette souhaitable; et il est dit « surreprésenté » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes est supérieur à la limite supérieure de la fourchette souhaitable.

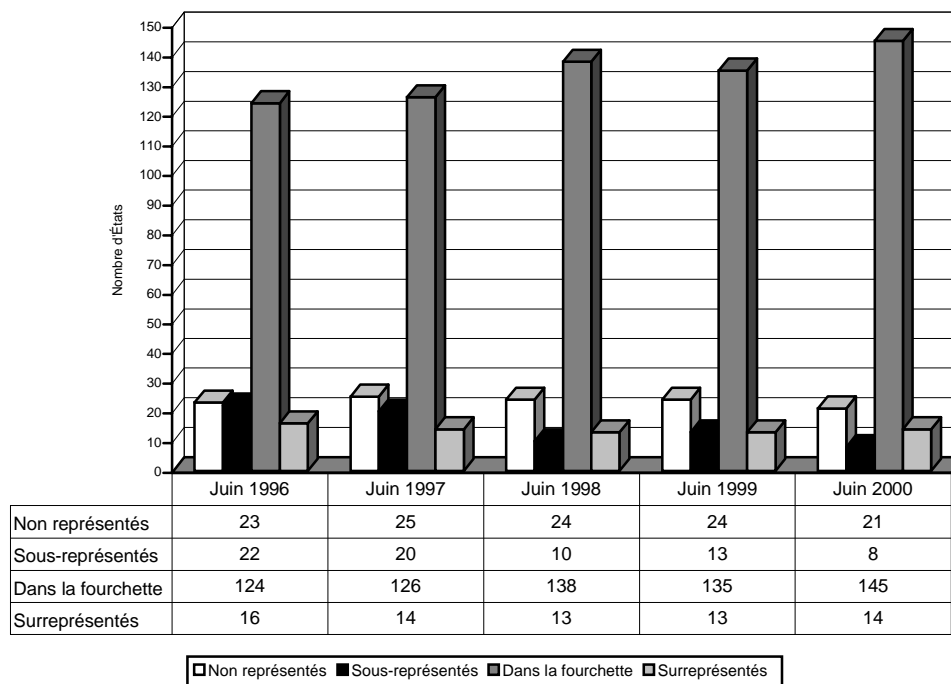
15. Au 30 juin 2000, 21 États Membres étaient non représentés (y compris les trois États nouvellement admis : Kiribati, Nauru et les Tonga) : Andorre, Bahreïn, Brunéi Darussalam, Émirats arabes unis, Guinée-Bissau, Kiribati, Îles Marshall, Kirghizistan, Liechtenstein, Monaco, Nauru, Ouzbékistan, Palaos, République de Moldova, Saint-Marin, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tadjikistan, Tonga, Turkménistan et Vanuatu. Huit États Membres étaient sous-représentés (contre 13 en juin 1999) : Allemagne, Arabie saoudite, Danemark, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Koweït, Norvège. Quatorze États Membres étaient surreprésentés : Cameroun, Chili, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Liban, Pakistan, Pérou, Philippines, Sénégal,



Thaïlande, Ukraine et Venezuela. Tous les autres États Membres se situaient dans la fourchette souhaitable les concernant.

16. La figure II illustre l'évolution de la représentation des États Membres pour ce qui est des fonctionnaires dont le recrutement est soumis au système des fourchettes souhaitables au cours de la période de cinq ans allant de 1996 à 2000.

Figure II  
Représentation des États Membres, juin 1996-juin 2000



17. Les tableaux 1 à 4 de l'annexe présentent le nombre de postes soumis à la répartition géographique; les données figurant au tableau 1 indiquent le nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique par classe et par sexe, le nombre correspondant au point médian de la fourchette souhaitable et la fourchette elle-même; les données du tableau 2 sont ventilées par type de nomination au 30 juin 1999 et au 30 juin 2000; le tableau 3 présente, pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, les nominations de fonctionnaires par nationalité par classe et par sexe; et le tableau 4 indique les nominations et les cessations de service de fonctionnaires, ventilées par nationalité, par type de nomination et par sexe, pour la même période.

#### D. Représentation des États Membres aux postes de direction et de décision

18. Au paragraphe 7 de la section IX de sa résolution 53/221, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer, au niveau des postes de direction et de décision du Secrétariat, la représentation

équitable des États Membres, en particulier celle des États Membres non représentés ou sous-représentés, s'agissant notamment des pays en développement, conformément à ses résolutions pertinentes, et de faire figurer des renseignements à ce sujet dans tous les rapports à venir sur la composition du Secrétariat.

19. Les postes de direction et de décision sont définis comme étant les postes d'administrateur général (D-1) et les postes supérieurs. On a indiqué au tableau 9 de l'annexe, à des fins de référence et de comparaison avec les rapports antérieurs, des données concernant le nombre de fonctionnaires de rang élevé dont le recrutement est soumis au système des fourchettes souhaitables, données ventilées selon le pays dont les fonctionnaires ont la nationalité.

20. Le tableau B contient des données sur la représentation des pays en développement et des autres pays aux postes soumis à la répartition géographique à partir de la classe D-1, à partir de la classe D-2 et à partir du rang de sous-secrétaire général (pour plus de détails sur la représentation des États Membres pris individuellement aux postes de direction et de décision, voir les tableaux 1, 3 et 9 de l'annexe). Pour tous les postes de la classe D-1 et au-dessus, le ratio entre la représentation des pays en développement et celle des autres pays est passé de 48,3/51,7 en 1996 à 49,2/50,8 en 2000. Pour les postes de la classe D-2 et au-dessus, le ratio correspondant s'est amélioré, passant de 47,7/52,3 en 1996 à la parité (50 %) en 2000. À partir du rang de sous-secrétaire général, le ratio est passé de 58,3/41,7 en 1996 à 59,5/40,5 en 2000.

## **E. Représentation des femmes**

21. Depuis la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général rend compte des efforts qui sont faits pour accroître le nombre de femmes aux postes du Secrétariat soumis à la répartition géographique, et en particulier aux postes de direction et de décision (voir la résolution 45/239 C, par. 2 à 5). Pendant la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 2000, le nombre de femmes titulaires d'un poste de la classe D-1 ou d'un poste supérieur est passé de 59 à 95, soit une augmentation de 62,1 %. Le tableau 5 de l'annexe indique, par nationalité, par classe et par sexe, le nombre de fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales. Le tableau C indique, pour la période quinquennale 1996-2000, la proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique : au 30 juin 2000, 936 femmes étaient titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique, soit 39,2 % du total, ce qui représente une augmentation de 1,1 % par rapport à 1999. Au cours des cinq dernières années, le pourcentage de femmes titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique a augmenté de plus de 5 %. On trouvera dans les paragraphes 44 à 46 ci-après des données concernant le reste des fonctionnaires du Secrétariat titulaires d'un poste non soumis au système des fourchettes souhaitables.

Tableau B  
**Représentation des pays en développement et des autres pays aux postes soumis à la répartition géographique, 1996-2000**

<i>Groupe</i>	<i>Année</i>	<i>Fourchette souhaitable pour le groupe</i>	<i>Point médian pour le groupe</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre de fonctionnaires</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre de fonctionnaires de la classe D-1 et au-dessus</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre de fonctionnaires de la classe D-2 et au-dessus</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre de fonctionnaires ayant rang de SSG et au-dessus</i>	<i>Pourcentage</i>
Pays en développement	1996	907-1 227	1 067,0	39,5	1 118 (366) <sup>a</sup>	44,8 (41,6)	159 (21) <sup>a</sup>	48,3	51 (5) <sup>a</sup>	47,7	21 (1) <sup>a</sup>	58,3
	1997	907-1 227	1 067,0	39,5	1 082 (369)	44,2 (41,1)	144 (22)	46,7	44 (4)	46,3	18 (1)	56,3
	1998	872-1 179	1 025,4	39,4	1 048 (362)	44,0 (41,1)	150 (32)	48,1	53 (6)	51,5	23 (2)	59,0
	1999	846-1 144	994,8	38,3	1 024 (369)	42,8 (40,3)	151 (43)	47,9	53 (9)	49,1	23 (2)	57,5
	2000	876-1 185	1 030,7	39,6	1 044 (389)	43,9 (41,7)	152 (43)	49,2	53 (11)	50,0	22 (2)	59,5
Autres pays	1996	1 388-1 878	1 653,0	60,5	1 380 (513)	55,2 (58,4)	170 (38)	51,7	56 (11)	52,3	15 (1)	41,7
	1997	1 388-1 878	1 633,0	60,5	1 366 (529)	55,8 (58,9)	164 (40)	53,2	51 (11)	53 (7)	14 (2)	43,7
	1998	1 338-1 811	1 574,5	60,6	1 336 (519)	56,0 (58,9)	162 (47)	51,9	50 (13)	48,5	16 (3)	41,0
	1999	1 364-1 845	1 605,8	61,7	1 371 (546)	57,2 (59,7)	164 (49)	52,1	55 (12)	50,9	17 (3)	42,5
	2000	1 334-1 805	1 569,2	60,4	1 332 (546)	56,1 (58,3)	157 (52)	50,9	53 (12)	50,0	15 (3)	40,5
Total	1996	2 295-3 105	2 700,0	100,0	2 499 (854)	100,0 (100,0)	329 (59)	100,0	107 (18)	100,0	36 (2)	100,0
	1997	2 295-3 105	2 700,0	100,0	2 498 (879)	100,0 (100,0)	308 (62)	100,0	95 (15)	100,0	32 (3)	100,0
	1998	2 210-2 990	2 600,0	100,0	2 448 (898)	100,0 (100,0)	312 (79)	100,0	103 (19)	100,0	39 (5)	100,0
	1999	2 210-2 990	2 600,0	100,0	2 384 (881)	100,0 (100,0)	315 (92)	100,0	108 (21)	100,0	40 (5)	100,0
	2000	2 210-2 990	2 600,0	100,0	2 376 (936)	100,0 (100,0)	309 (95)	100,0	106 (23)	100,0	37 (5)	100,0

Source : *Situation économique et sociale dans le monde, 1999* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.II.C.1).

<sup>a</sup> Nombre de femmes.

Tableau C  
**Proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique, 30 juin 1996-30 juin 2000**

<i>Année</i>	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre total de fonctionnaires	2 514	2 461	2 400	2 410	2 389
Nombre total de femmes	882	901	885	919	936
<b>Pourcentage des effectifs féminins</b>	<b>35,08</b>	<b>36,61</b>	<b>38,87</b>	<b>38,13</b>	<b>39,17</b>

22. Le tableau D indique, par classe, la proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique ou d'un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales. Y sont comparées les données pour 1990 et 2000. Au cours des 10 dernières années, le pourcentage de femmes titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique est passé de 28,3 % à 39,2 % du nombre total de fonctionnaires occupant de tels postes. Le pourcentage de femmes titulaires d'un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales est passé de 34,6 % à 37,9 %.

Tableau D  
**Proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique ou un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales, par classe, 1990 et 2000**

<i>Classe</i>	<i>Postes soumis à la répartition géographique</i>				<i>Postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales<sup>a</sup></i>			
	<i>1990</i>		<i>2000</i>		<i>1990</i>		<i>2000</i>	
	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Pourcentage</i>
SGA	2	7,7	2	9,1				
SSG	0	0,0	3	20,0				
D-2	8	10,1	18	25,7				
D-1	16	6,4	73	35,8				
P-5	73	15,8	151	33,1	41	30,8	63	43,4
P-4	180	26,7	250	37,3	121	35,5	124	35,0
P-3	261	39,0	276	44,7	122	35,8	119	37,8
P-2	175	45,8	163	48,8	33	33,3	12	48,0
P-1	10	62,5						
<b>Total</b>	<b>725</b>	<b>28,3</b>	<b>936</b>	<b>39,2</b>	<b>317</b>	<b>34,6</b>	<b>318</b>	<b>37,9</b>

<sup>a</sup> Les postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales appartiennent aux seules classes P-2 à P-5.

23. Le tableau 3 de l'annexe indique la répartition, par nationalité, par classe et par sexe, des 141 nominations à des postes soumis à la répartition géographique aux-

quelles il a été procédé entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000. Le tableau E en donne une version condensée.

Tableau E  
**Nombre de nominations, par sexe, par classe et par nombre de nationalités, soumis à la répartition géographique, 1er juillet 1999-30 juin 2000**

	<i>Femmes</i>			<i>Hommes</i>		
	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Nombre de nationalités représentées</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Nombre de nationalités représentées</i>
SGA				1		1
SSG						
D-2	4	80,0	4	1	20,0	1
D-1	4	36,4	4	7	63,6	7
P-5	4	57,1	3	3	42,9	3
P-4	3	15,8	3	16	84,2	14
P-3	16	47,1	14	18	52,9	16
P-2	32	50,0	14	32	50,0	24
P-1	0	0,0	0	0	0,0	0
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>44,7</b>	<b>37<sup>a</sup></b>	<b>78</b>	<b>55,3</b>	<b>51<sup>a</sup></b>

<sup>a</sup> Pour certaines nationalités, il y a eu des nominations multiples.

24. Les tableaux 8 A à E de l'annexe présentent la répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat, ventilée par département ou bureau et par classe, au 30 juin 2000. Le tableau 8.A indique, par classe, le nombre de fonctionnaires titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique. Le tableau 8.B présente des données comparables pour les fonctionnaires titulaires d'un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales. Le tableau 8.C combine ces deux catégories de données. Le tableau 8.D couvre les agents des services généraux et des catégories apparentées, et les données sont ventilées par sexe. Le tableau 8.E présente la répartition par département ou bureau et par classe des 4 390 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur.

## F. Recrutements

25. Au cours de la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, 141 personnes ont été recrutées dans le cadre du système des fourchettes souhaitables. Sur ce total, comme l'indique le tableau 3 de l'annexe, neuf recrutements (6,4 %) concernaient des ressortissants d'États Membres non représentés; 32 recrutements (22,7 %) concernaient des ressortissants d'États Membres sous-représentés; 97 recrutements (68,8 %) concernaient des ressortissants d'États Membres se situant dans la fourchette; et 3 recrutements (2,1 %) concernaient des ressortissants d'États Membres antérieurement sur-représentés qui se situaient dans la fourchette au 30 juin 2000.

26. Sur ce total de 141 recrutements, 73 (51,8 %) concernaient des lauréats des concours nationaux organisés pour pourvoir des postes des classes P-2 et P-3. Un autre lauréat, originaire de Roumanie, a été affecté au secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Trente-six (49,3 %) des 73 lauréats susmentionnés étaient des femmes.

27. En 2000, des concours ont eu lieu dans 19 pays (Albanie, Allemagne, Arabie saoudite, Bahreïn, Belize, Brunéi Darussalam, Comores, Émirats arabes unis, Indonésie, Italie, Japon, Kazakhstan, Mozambique, Norvège, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Slovénie, Tadjikistan et Vanuatu). Faute de candidats remplissant les conditions voulues, Andorre, le Koweït, la République démocratique populaire lao et les Palaos n'ont pas organisé de concours. Cent dix candidats qui s'étaient présentés à des concours en 1999 ont été reçus : 21 ont déjà reçu leur affectation, 16 lauréats n'étaient pas disponibles et 39 des 73 personnes qui figurent encore sur la liste des lauréats sont en cours de recrutement.

28. Sur les 141 fonctionnaires recrutés, 63 (44,7 %) étaient des femmes, dont 26 étaient originaires de pays en développement.

29. Comme suite au paragraphe 17 de la section V de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale, les huit recrutements à des postes P-2 exigeant des connaissances linguistiques spéciales ont été effectués exclusivement à l'issue de concours.

30. Le tableau 6 de l'annexe indique le nombre d'administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui, au 30 juin 2000, avaient été expressément recrutés pour des missions; ces données sont ventilées par nationalité, par classe et par sexe, et les chiffres correspondants relatifs à l'année précédente sont également indiqués à des fins de comparaison.

#### **Efforts spécialement déployés pour recruter des lauréats des concours nationaux**

31. Le recrutement de lauréats des concours nationaux pour pourvoir des postes vacants et le contrôle étroit de ce processus sont devenus une priorité permanente des efforts déployés dans le contexte des réunions de planification des ressources humaines qui ont été organisées en 1999-2000 avec chaque département ou bureau afin de définir des objectifs précis de recrutement. Le fichier existant a été mis à jour avec l'aide des missions permanentes des États Membres des Nations Unies. La création d'un fichier électronique accessible à tous les directeurs de programme dans l'ensemble du Secrétariat est en cours.

32. Trente (49 %) des candidats à des postes de la classe P-2 ont été recrutés par des bureaux hors Siège tandis que 31 (51 %) ont été recrutés pour pourvoir des postes à New York. Trente-six personnes (59 % de tous les candidats ayant reçu une affectation) ont été recrutées pour des postes à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), au Département des affaires économiques et sociales, au Département de la gestion et au Bureau des services de contrôle interne. À la classe P-3, huit lauréats (deux tiers) ont été recrutés par des bureaux hors Siège et quatre (un tiers) ont été recrutés au Siège, à New York. Le tableau F présente, pour la période allant de juillet 1999 à juin 2000, des données par département ou bureau concernant le placement des lauréats des concours nationaux.

**Tableau F**  
**Données relatives au placement des lauréats des concours nationaux,**  
**par département ou bureau, juillet 1999-juin 2000**

<i>Département</i>	<i>P-2</i>	<i>P-3</i>
Département des affaires économiques et sociales	11	1
Département de la gestion	6	
Département des affaires politiques	2	1
Département de l'information	3	
Département des opérations de maintien de la paix	2	2
Commission économique pour l'Afrique	2	
Commission économique pour l'Europe	3	1
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	3	
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	3	
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	3	
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	1	
Bureau des services de contrôle interne	4	
Bureau des affaires juridiques	4	
Office des Nations Unies à Genève (Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement)	16	3
Office des Nations Unies à Nairobi (Programme des Nations Unies pour l'environnement)		1
Office des Nations Unies à Vienne (Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime)	1	
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>9</b>

### **III. Système des fourchettes souhaitables pour la répartition géographique du personnel**

33. Le changement de statut d'un État Membre pour ce qui est de la représentation peut résulter de plusieurs facteurs : la nomination ou la cessation de service de ressortissants; l'ajustement de la fourchette souhaitable en raison de l'augmentation ou de la diminution du nombre de postes soumis à la répartition géographique; la modification du nombre d'États Membres; des modifications du barème des quotes-parts; l'évolution démographique; et la modification du statut de fonctionnaires (par exemple, départ ou détachement, ou prise d'un congé spécial sans traitement, retour après un détachement ou un congé spécial, ou changement de nationalité).

34. Les critères de base du système des fourchettes souhaitables ont été exposés dans un rapport précédent (voir A/53/375, sect. III).

35. En 1998, le chiffre de base a été ajusté et ramené de 2 700 à 2 600 pour tenir compte d'une diminution supérieure à 100 du nombre des postes soumis au système des fourchettes souhaitables. Au début de l'exercice biennal 2000-2001, le nombre de postes à prendre en compte pour le calcul des fourchettes souhaitables est passé

de 2 564 à 2 605. L'augmentation étant inférieure à 100, et le nombre de postes n'ayant pas dépassé 2 700, le chiffre de base utilisé (2 600) n'a pas été ajusté.

36. Le tableau 7 de l'annexe présente les données pertinentes aux fins de l'application du système des fourchettes souhaitables pour la répartition géographique du personnel. Il indique également la répartition pondérée des postes soumis à la répartition géographique et la situation effective et pondérée pour chaque État Membre.

37. Les données et la méthode de calcul utilisées pour déterminer la fourchette pondérée, le point médian pondéré et la situation effective pondérée, par État Membre, sont présentées dans le tableau 7 de l'annexe. Comme indiqué dans le tableau G, le pourcentage du total des effectifs par classe (col. 2) est appliqué au chiffre de base de 2 600 (col. 3). Le résultat est pondéré par le traitement annuel brut en milliers de dollars des États-Unis (col. 4) afin d'obtenir un chiffre de base pondéré (col. 5). Au 30 juin 2000, la valeur moyenne pondérée de chaque poste s'établissait à 75,87 points (197 265/2 600). Le facteur « qualité de Membre » pondéré s'établissait donc à 78 906 (40 % de 197 265), le facteur « population » pondéré à 9 863 points (5 %) et le facteur « contribution » pondéré à 108 496 points (55 %). Les chiffres susmentionnés représentent la situation globale : pour chaque État Membre, il est procédé sur la même base à un calcul distinct qui permet d'obtenir le chiffre de base pondéré individuel. Le point médian pondéré indiqué dans le tableau 7 de l'annexe représente la somme des facteurs « qualité de Membre », « population » et « contribution » pondérés : la fourchette pondérée est l'écart entre les 15 % supérieurs et inférieurs [mais l'écart ne peut être inférieur à 364 points (4,8 x 75,87) et la limite supérieure ne peut être inférieure à 1 062 points (14 x 75,87)]. La situation effective pondérée pour chaque État Membre est le nombre total de fonctionnaires de cet État dans chaque classe, multiplié par le traitement annuel brut correspondant à chaque classe.

Tableau G  
Méthode de calcul des fourchettes pondérées

<i>Classe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires (1)</i>	<i>Pourcentage du nombre total de fonctionnaires (2)</i>	<i>Pourcentage appliqué au chiffre de base (3)</i>	<i>Traitement annuel brut<sup>a</sup> (en milliers de dollars É.-U.) (4)</i>	<i>Chiffre de base pondéré (5)</i>
SGA	22	0,921	23,94	158	3 783
SSG	15	0,628	16,32	144	2 351
D-2	70	2,930	76,18	118	8 990
D-1	204	8,539	222,02	104	23 090
P-5	456	19,087	496,27	91	45 161
P-4	670	28,045	729,18	75	54 688
P-3	618	25,869	672,58	61	41 028
P-2	334	13,981	363,50	50	18 175
P-1	–			38	
<b>Total</b>	<b>2 389</b>	<b>100,000</b>	<b>2 600,00</b>		<b>197 265</b>

<sup>a</sup> Barème des traitements entré en vigueur le 1er mars 2000.



## IV. Structure démographique des ressources humaines

38. La présente section étudie d'un point de vue plus large la composition du Secrétariat. Sont inclus, aux fins de l'analyse, tous les fonctionnaires du Secrétariat nommés pour une durée d'au moins un an, quels que soient la catégorie, le type de nomination et la source de financement<sup>2</sup> de leur poste. Ces critères étant pris en considération, le chiffre de base utilisé pour l'analyse démographique au 30 juin 2000 est 10 738. Les renseignements concernant l'ensemble du Secrétariat et les projections pour la période de 2000 à 2004 proviennent de la base de données du Système intégré de gestion (SIG).

### A. Caractéristiques démographiques du personnel

#### Répartition du personnel par catégorie et par classe

39. Le chiffre de base utilisé pour l'analyse démographique ci-après (10 738) représente une diminution de 3,7 % par rapport au chiffre correspondant du 30 juin 1999 (11 157). Les raisons citées plus haut<sup>1</sup> pour expliquer la réduction de l'effectif des fonctionnaires du Secrétariat valent également pour la réduction du chiffre de base utilisé aux fins de l'analyse démographique. La diminution du nombre des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs correspond à 3,2 % (124 fonctionnaires). Le nombre des fonctionnaires de classes P-1 et P-2 en particulier a diminué de plus de 13 % (73 fonctionnaires) depuis le 1er juillet 1999. En revanche, le nombre des fonctionnaires de la catégorie des directeurs est en hausse depuis 1999 (12 fonctionnaires, soit 3,4 %). La figure III illustre la répartition du personnel du Secrétariat par catégorie au 30 juin 2000<sup>3</sup>. La figure IV indique la répartition, par classe, des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des directeurs au 30 juin 2000 et; la figure V, celle des fonctionnaires de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées à cette même date.

40. Dix départements ou bureaux<sup>4</sup> ont vu leurs effectifs augmenter de 5 % ou plus depuis le 1er juillet 1999. Les augmentations ont été les plus sensibles à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CEDEAO) (35 fonctionnaires, soit +18 %), à la Commission d'indemnisation des Nations Unies (32 fonctionnaires, soit +15,7 %), au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (46 fonctionnaires, soit +9 %), au Cabinet du Secrétaire général (7 fonctionnaires, soit +8,4 %), au Bureau des services de contrôle interne (8 fonctionnaires, soit +8,2 %) et au Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime (BCDPC) (17 fonctionnaires, soit +5,8 %). Le nombre des fonctionnaires des missions spéciales (Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions) fait apparaître une augmentation de plus de 60 % par rapport à 1999 par suite d'un excédent des recrutements sur les cessations de service au cours de la période allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. Cette augmentation est intervenue en dépit du fait que l'on ait cessé d'inclure dans les chiffres le personnel de la catégorie des services généraux recruté localement au titre d'engagements de durée indéterminée pour les missions spéciales. Les effectifs de quatre bureaux ont diminué de 5 % ou plus depuis 1999 : Habitat (26 fonctionnaires, -13 %), CEA (43 fonctionnaires, -9 %), ONUV (27 fonctionnaires, presque -6 %) et DAES (33 fonctionnaires, -5,6 %).

41. La répartition par classe des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des directeurs (voir fig. IV) fait apparaître une concentration de plus des deux tiers des titulaires aux classes P-3 et P-4, alors que les classes P-1/P-2 sont peu nombreuses. Pour la catégorie des services généraux et les catégories apparentées, les chiffres confirment que la majorité des fonctionnaires sont recrutés à trois classes (G-4, G-5 et G-6) (voir fig. V).

Figure III  
Répartition du personnel par catégorie au 30 juin 2000

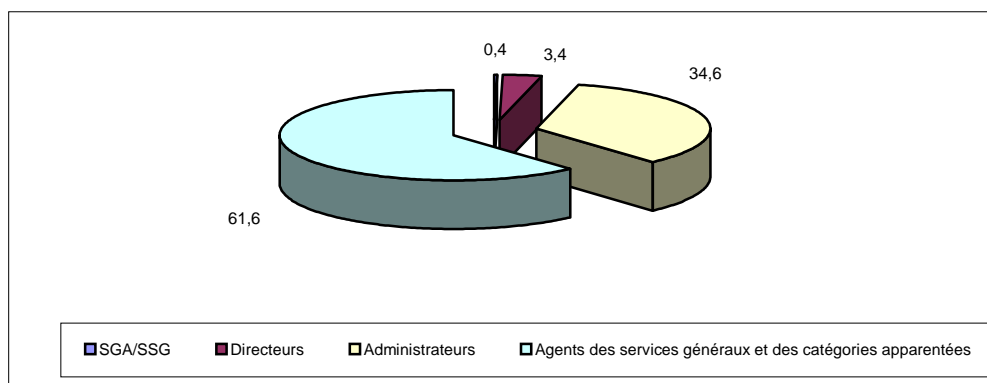


Figure IV  
Répartition par classe (administrateurs et directeurs) au 30 juin 2000

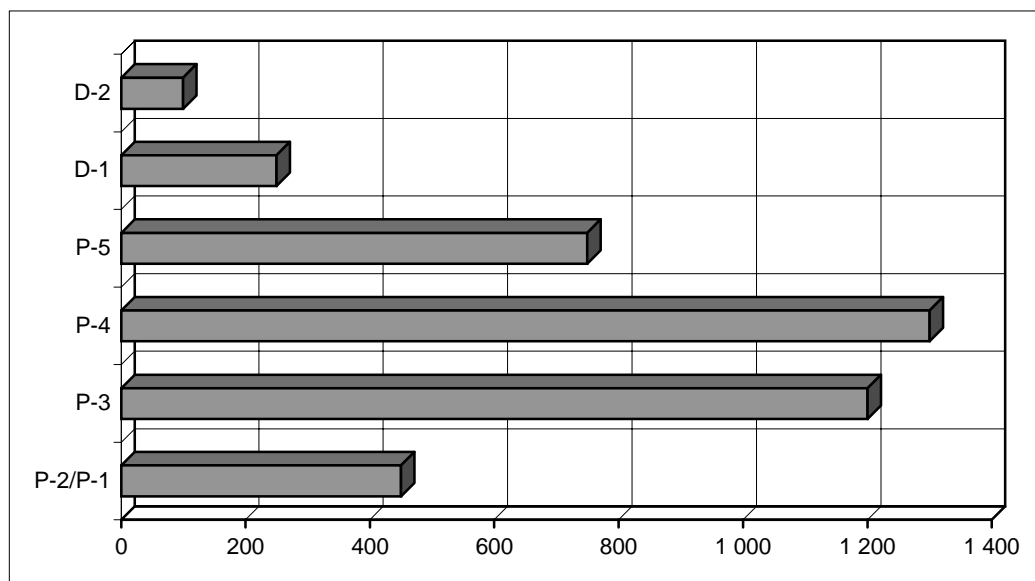
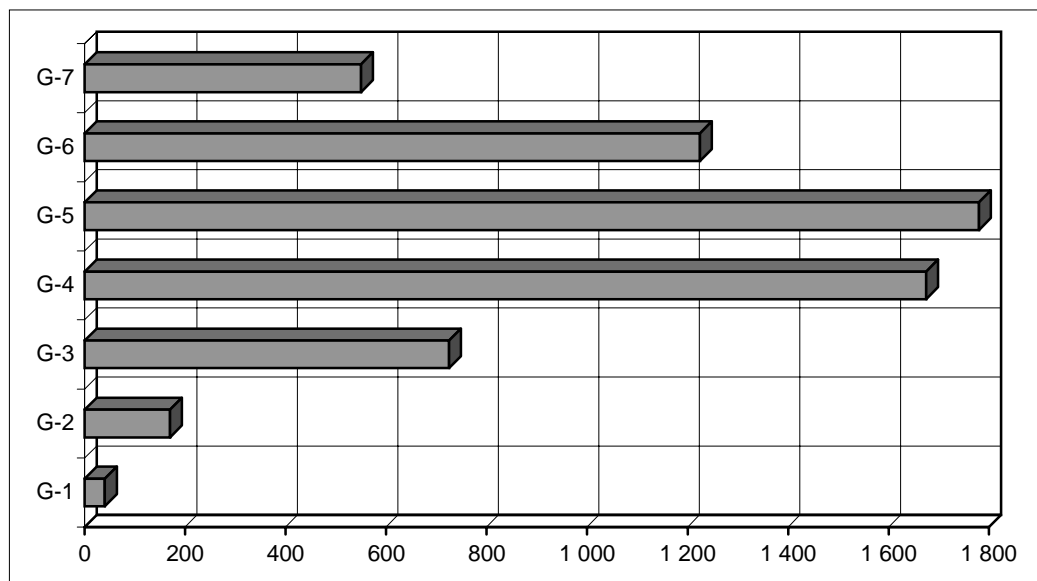


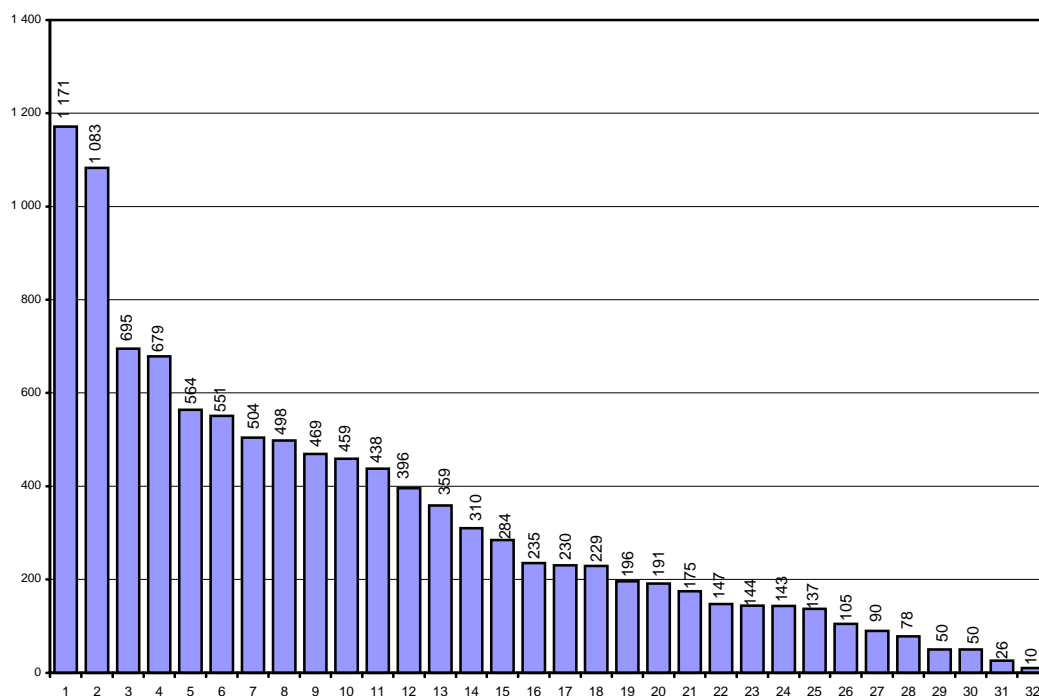
Figure V  
**Répartition par classe (services généraux et catégories apparentées)**  
**au 30 juin 2000**



#### Répartition du personnel par département et bureau

42. Il ressort de la figure VI, qui illustre la répartition du personnel par département et bureau, que plus de la moitié des fonctionnaires du Secrétariat sont affectés à sept départements ou bureaux. À New York, c'est le Département de la gestion qui a l'effectif le plus important (12 %), suivi de près par le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (11 %). Parmi les lieux d'affectation hors Siège, c'est l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) qui a l'effectif le plus important (10 %). Les effectifs du Siège de l'ONU représentent 45 % de l'ensemble du personnel du Secrétariat, les 55 % restants sont en poste dans sept bureaux extérieurs (Genève, Nairobi, Vienne, Bangkok, Addis-Abeba, Santiago et Beyrouth) et dans les missions sur le terrain. Les fonctionnaires de la classe des administrateurs et de rang supérieur à New York représentent 44,7 % de l'ensemble des administrateurs.

Figure VI  
Répartition du personnel par département et bureau au 30 juin 2000



- 1 Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence
- 2 Office des Nations Unies à Genève (ONUG)
- 3 Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui
- 4 Département de l'information
- 5 Programme des Nations Unies pour l'environnement
- 6 Département des affaires économiques et sociales
- 7 Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions
- 8 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
- 9 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- 10 Commission économique pour l'Afrique
- 11 Office des Nations Unies à Vienne
- 12 Office des Nations Unies à Nairobi
- 13 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- 14 Département des opérations de maintien de la paix
- 15 Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité
- 16 Commission d'indemnisation des Nations Unies
- 17 Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
- 18 Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime
- 19 Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines
- 20 Département des affaires politiques
- 21 Commission économique pour l'Europe
- 22 Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- 23 Bureau des affaires juridiques
- 24 Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
- 25 Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- 26 Bureau des services de contrôle interne (BSCI)
- 27 Cabinet du Secrétaire général
- 28 Département de la gestion
- 29 Département des affaires de désarmement
- 30 Bureau chargé du Programme Iraq
- 31 Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies
- 32 Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les partenariats internationaux

### Répartition par nationalité

43. Sur l'ensemble des fonctionnaires du Secrétariat, plus de 71 % sont ressortissants de 23 États Membres. Cinq États Membres – les États-Unis d'Amérique, la France, le Kenya, les Philippines et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – comptent chacun plus de 400 fonctionnaires. L'inclusion des agents des services généraux et des catégories apparentées fait apparaître une plus forte représentation des pays où se trouvent les villes sièges, d'autres grands bureaux et les commissions régionales (Autriche, Chili, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Kenya, Liban, Suisse et Thaïlande). L'évolution des effectifs du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 a retenti sur la manière dont sont représentés certains États Membres : 14 pays ont vu le nombre de leurs ressortissants diminuer de plus de 10 depuis le 1er juillet 1999. Deux pays<sup>7</sup> ont désormais plus de 10 ressortissants de plus. Dix-huit États Membres continuent à n'être représentés<sup>8</sup> dans aucune catégorie de personnel, soit un de plus que l'an dernier. Des ressortissants de cinq États Membres non représentés<sup>9</sup> ont été recrutés pendant la période considérée.

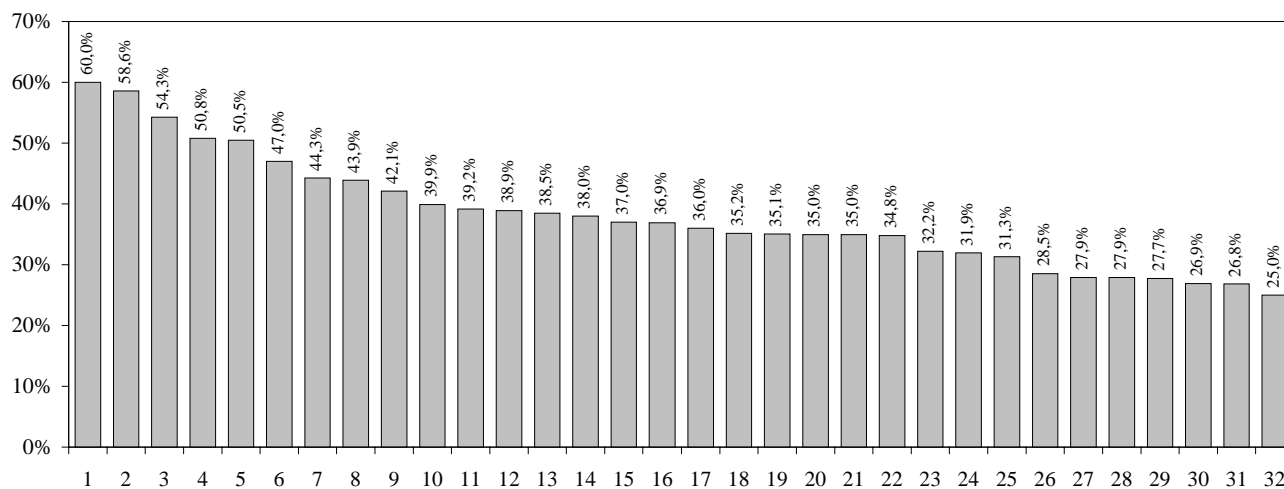
### Répartition par sexe

44. Les femmes et les hommes sont presque à égalité dans l'ensemble du Secrétariat (50,7 % des fonctionnaires sont des femmes et 49,3 % des hommes). La situation actuelle reflète une augmentation de 1,5 % du nombre des femmes par rapport au 30 juin 1999. Cette vue d'ensemble ne rend cependant pas compte des disparités de représentation entre catégories et entre départements et bureaux. Aux deux échelons les plus élevés du Secrétariat (SGA et SSG), les femmes sont toujours très peu représentées (10,4 %). Elles sont également peu nombreuses dans la catégorie des directeurs (27,9 %, soit une augmentation de 1,6 % par rapport à 1999). Dans la catégorie des administrateurs en général, elles occupent 38,4 % des postes (1,3 % de plus qu'en 1999). Elles sont plus nombreuses dans les classes d'entrée où l'objectif de 50 % fixé par l'Assemblée générale est pratiquement atteint ou même dépassé. Les femmes sont majoritaires (62,4 %) dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées. Deux groupes, le Service de la sécurité et de la sûreté (7,5 %, en augmentation de 1,7 % depuis 1999) et les corps de métiers (3,6 %, sans changement), continuent de compter un très faible pourcentage de femmes.

45. La figure VII permet de constater que cinq départements ou bureaux<sup>10</sup> (soit un de plus qu'en 1999) sont parvenus à l'égalité entre les sexes parmi les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur. Dans quatre départements et bureaux<sup>11</sup>, le pourcentage est proche de l'objectif fixé, les femmes représentant entre 40 et 49 % des administrateurs. Dans 16 départements et bureaux<sup>12</sup>, les femmes représentent entre 30 et 39 % des administrateurs et dans sept autres<sup>13</sup>, moins de 30 %. Le pourcentage des femmes de la catégorie des administrateurs est en augmentation dans 16 départements et bureaux depuis 1999.

46. Dans presque tous les départements et bureaux, on reste en deçà du pourcentage fixé par l'Assemblée générale pour la parité dans la catégorie des administrateurs. Depuis plusieurs années, les progrès se poursuivent au même rythme, soit environ 1 % par an. Dans ces conditions, la parité entre les sexes dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur risque de ne pas être atteinte avant 2012. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a commencé à organiser des séances de planification avec les chefs de département et de bureau afin d'appeler leur attention sur diverses questions relatives aux ressources humaines, en particulier la situation des femmes.

Figure VII  
**Pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur au 30 juin 2000**

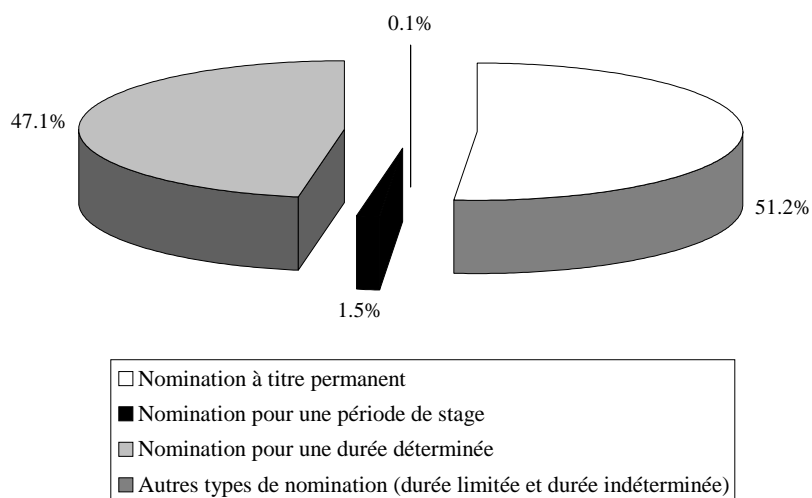


- 1 Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les partenariats internationaux
- 2 Département de la gestion
- 3 Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines
- 4 Département de l'information
- 5 Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité
- 6 Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- 7 Département des affaires économiques et sociales
- 8 Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- 9 Bureau des affaires juridiques
- 10 Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence
- 11 Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
- 12 Commission d'indemnisation des Nations Unies
- 13 Cabinet du Secrétaire général
- 14 Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime
- 15 Département des affaires de désarmement
- 16 Office des Nations Unies à Genève
- 17 Département des affaires politiques
- 18 Bureau des services de contrôle interne
- 19 Office des Nations Unies à Vienne
- 20 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- 21 Bureau chargé du Programme Iraq
- 22 Office des Nations Unies à Nairobi
- 23 Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui
- 24 Département des opérations de maintien de la paix
- 25 Programme des Nations Unies pour l'environnement
- 26 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
- 27 Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
- 28 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- 29 Commission économique pour l'Europe
- 30 Commission économique pour l'Afrique
- 31 Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions
- 32 Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies

### Répartition par type de nomination

47. La figure VIII fait apparaître le rapport entre le nombre de nominations à titre permanent et celui des autres nominations au Secrétariat. Ce rapport varie d'une catégorie à l'autre : la proportion des nominations à titre permanent est de 56 % parmi les directeurs, de 62 % parmi les administrateurs, et de 48 % parmi les agents des services généraux et des catégories apparentées. Plus des deux tiers des fonctionnaires émergeant au budget ordinaire sont titulaires de nominations à titre permanent, alors que la proportion est d'un quart pour ceux qui occupent des postes financés au moyen de fonds extrabudgétaires. Le rapport entre les nominations à titre permanent et les nominations pour une durée déterminée varie d'un département et d'un bureau à l'autre. Ce sont la Commission d'indemnisation des Nations Unies (2 %) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (7 %) qui comptent le moins de fonctionnaires bénéficiant d'un contrat permanent, alors que le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (79 %) et le Bureau des affaires juridiques (69 %) en comptent le plus. La proportion des contrats de durée déterminée a augmenté, passant de 42,4 % en 1999 à 47,3 % en 2000. La proportion des contrats permanents parmi les fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique (69,6 %) est restée pour la deuxième année consécutive inférieure au plafond fixé par l'Assemblée générale.

Figure VIII  
Répartition du personnel par type de nomination au 30 juin 2000



### Répartition par âge

48. Au 30 juin 2000, l'âge moyen des fonctionnaires était de 45,8 ans, soit quatre mois de plus qu'en 1999, ce qui correspond à la somme des différences d'âge constatées pour chacune des trois dernières années (0,1 an). Des fonctionnaires du Secrétariat, 59 % ont plus de 45 ans. Vingt-cinq pour cent ont moins de 40 ans et 3,5 % seulement moins de 30 ans. Cette répartition apparaît aux figures IX et X qui illustrent respectivement la répartition du personnel selon l'âge et le sexe et la répartition par groupes d'âge au Secrétariat. Hormis les secrétaires généraux adjoints et les

sous-secrétaires généraux, c'est la catégorie des directeurs qui a l'âge moyen le plus élevé (54 ans). L'âge moyen des administrateurs dans leur ensemble est de 46,1 ans. Les fonctionnaires de cette catégorie sont d'âge moyen assez élevé aux classes d'entrée (37,9 ans à la classe P-2). Parmi les agents des services généraux et des catégories apparentées, la moyenne d'âge est de 45,1 ans.

49. Chez les directeurs, la moyenne d'âge des hommes est supérieure de deux ans à celle des femmes alors que dans la catégorie des administrateurs, elle l'est de 1,6 an. Chez les fonctionnaires de la sécurité, les hommes ont en moyenne cinq ans de plus que les femmes. Chez les fonctionnaires de la catégorie des services généraux, l'âge est en moyenne le même. Les directeurs les plus jeunes sont ceux du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (49 ans en moyenne) et du Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion (50,7 ans en moyenne), et les plus âgés ceux de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU) (57,5 ans en moyenne) et d'Habitat (58 ans). Les administrateurs ont l'âge moyen le plus bas à la Commission d'indemnisation des Nations Unies (35,8 ans) et au Bureau chargé du Programme Iraq (UNOIP) (41,6 ans), et le plus élevé à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (50,5 ans) et à la COCOVINU (52,8 ans). Les départements où l'âge moyen général est le plus bas sont la Commission de compensation des Nations Unies (37,6 ans) et l'UNOIP (39,7 ans), et ceux où il est le plus élevé sont la CEA (48,8 ans) et le Département des affaires économiques et sociales (47,6 ans).

Figure IX  
Répartition du personnel selon l'âge et le sexe

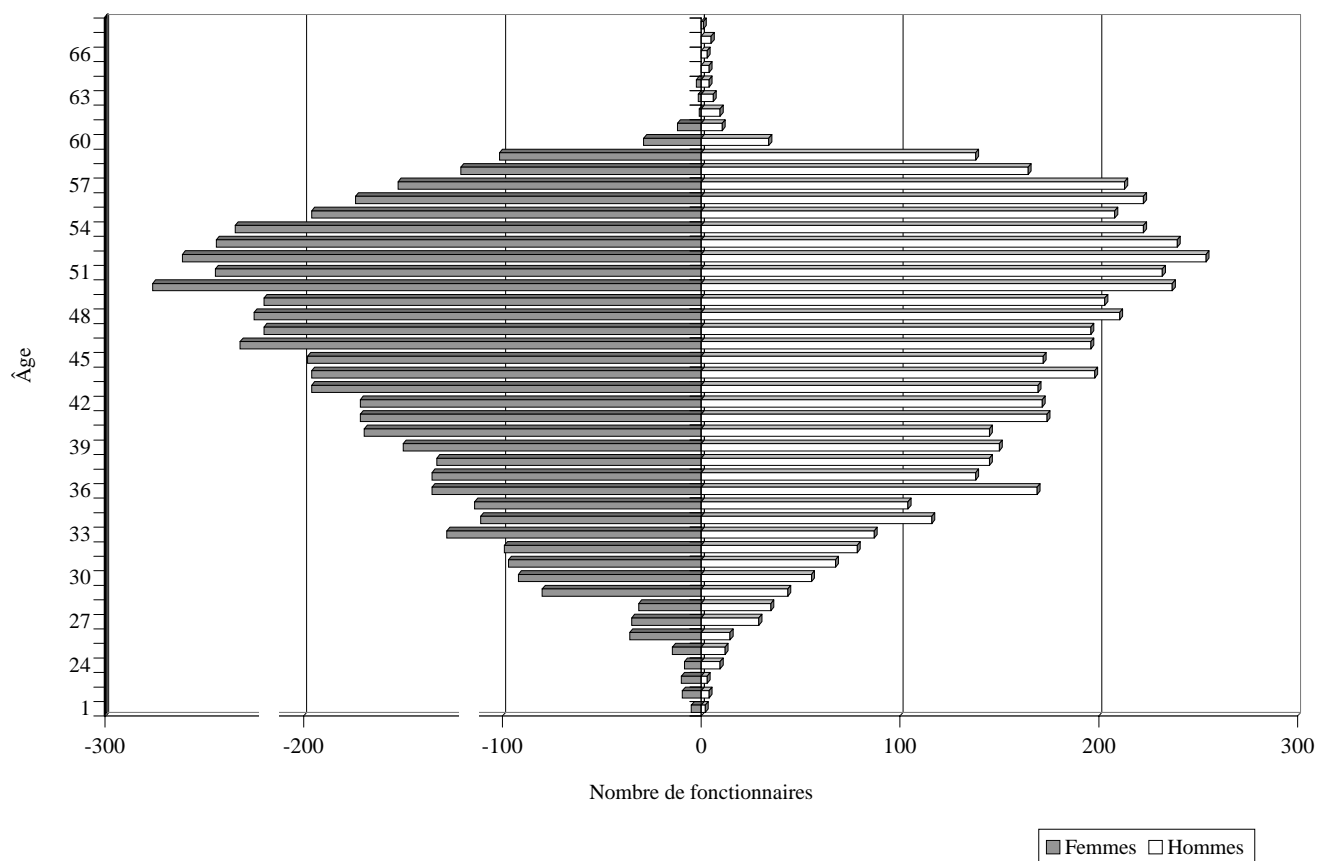
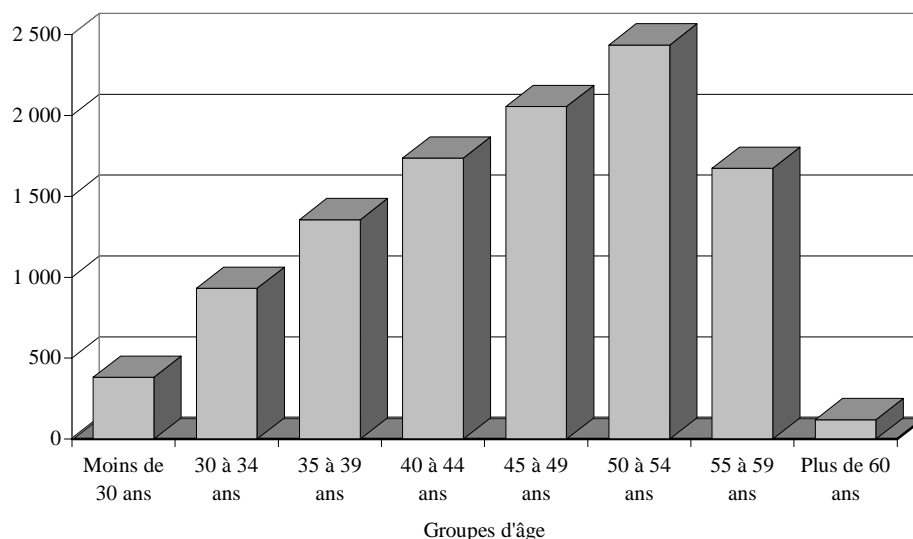




Figure X  
Groupes d'âge au Secrétariat au 30 juin 2000



### Ancienneté

50. L'ancienneté des fonctionnaires est un indicateur de l'expérience à l'Organisation. L'ancienneté moyenne pour l'ensemble du personnel et tous les types de nomination est de 13,2 ans. Les titulaires d'un contrat permanent ont dans leur ensemble une ancienneté moyenne de 19,4 ans (23,3 ans pour les directeurs, 16,3 ans pour les administrateurs et 21,2 ans pour les agents des services généraux et des catégories apparentées). L'ancienneté moyenne des titulaires de contrats permanents a augmenté de 0,8 an depuis 1999. L'ancienneté moyenne par département ou bureau pour l'ensemble des types de nominations varie au sein de l'Organisation depuis la Commission d'indemnisation des Nations Unies (3,3 ans), l'UNOIP (6,2 ans) et le PNUE (7,6 ans) jusqu'à la CESAP (17,3 ans), la CEA (16,2 ans), la CEPALC (15,8 ans) et l'ONUG (15,6 ans). Une ancienneté inférieure à la moyenne s'explique en général par le fait que le personnel y est plus jeune, que les dates d'entrée en fonction y sont plus récentes et que le taux de renouvellement du personnel y est plus élevé, ou par une combinaison de ces facteurs. Une ancienneté plus élevée que la moyenne dénote un personnel plus âgé et un taux de renouvellement plus faible. L'ancienneté moyenne des titulaires d'un contrat de durée déterminée d'un an ou plus est de sept ans. L'ancienneté moyenne plus longue des directeurs correspond à leur moyenne d'âge plus élevée. L'ancienneté plus faible des administrateurs dans leur ensemble va de pair avec les taux de renouvellement plus élevés des titulaires de contrat de durée déterminée, la durée de carrière escomptée étant plus courte.

## **B. Mouvements de personnel du Secrétariat, du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000**

### **Recrutements**

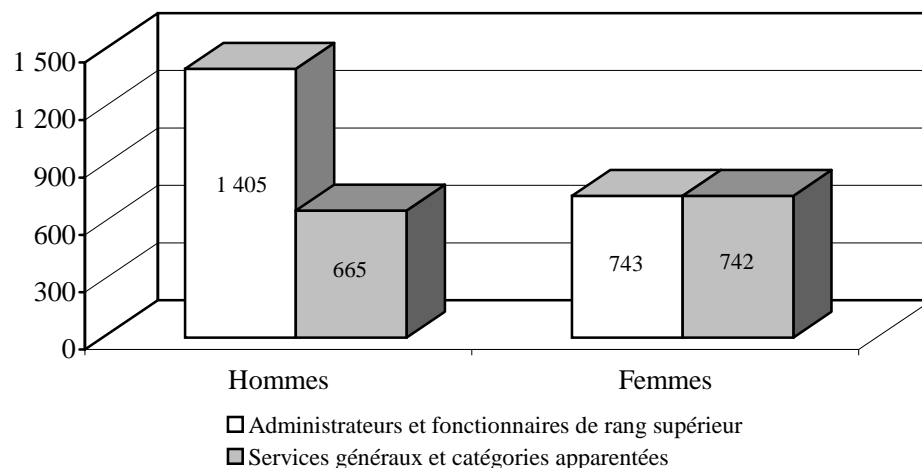
51. La figure XI nous montre que 3 555 fonctionnaires ont été recrutés au Secrétariat du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (dont 59,7 % de nouvelles recrues et 40,3 % de fonctionnaires qui avaient déjà été recrutés auparavant). Le nombre total de fonctionnaires recrutés pour la période allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 est de 46 % plus élevé que pour la même période en 1998-1999. C'est dans la catégorie des administrateurs que les recrutements ont été le plus nombreux, en particulier à la suite de la constitution de nouvelles missions de maintien de la paix (2 017 fonctionnaires, soit 56,7 % des recrutements et 15 % de plus qu'au 1er juillet 1999). Les recrutements dans la catégorie des directeurs et aux postes plus élevés ont été légèrement plus nombreux pour les mêmes raisons (100 fonctionnaires, soit 2,8 % des recrutements contre 2,3 % en 1998-1999). Cette évolution a coïncidé avec une réduction, de 56 % à 39,6 %, du nombre de fonctionnaires recrutés dans la catégorie des services généraux et dans les catégories apparentées. Les 639 personnes recrutées aux classes P-1/P-2 ont représenté 18 % de tous les recrutements et tout juste moins de 30 % des recrutements dans la catégorie des administrateurs. La majorité de ces recrutements concernaient des postes vacants dans les missions de maintien de la paix. Les femmes ont représenté 42 % de tous les fonctionnaires recrutés soit 1,5 % de moins qu'en 1998-1999.

52. Dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées, les départements et bureaux qui ont recruté plus de 50 fonctionnaires étaient l'Office des Nations Unies à Genève, la Commission économique pour l'Afrique, l'Office des Nations Unies à Vienne et le Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, suivis du Département de l'information, du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, du Département de la gestion et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Dans la catégorie des administrateurs, le Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions a recruté plus de la moitié (1 047) de tous les nouveaux administrateurs, suivi du Département de l'information, du Département des opérations de maintien de la paix, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, qui ont recruté chacun plus de 50 nouveaux fonctionnaires. Sept départements<sup>14</sup> ont recruté chacun 20 fonctionnaires ou plus de la classe P-2 (le Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions a recruté 235 fonctionnaires de la classe P-2). Soixante-quatre des 100 nouveaux directeurs recrutés l'ont été par le Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions. Ce Département a recruté plus du tiers de tous les fonctionnaires engagés entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000; il a été suivi par l'Office des Nations Unies à Genève (10,3 % de tous les recrutements), le Département de l'information (6,8 %) et l'Office des Nations Unies à Vienne (5,3 %). Ces recrutements comprenaient les engagements pour des périodes de courte durée ou de durée limitée (plus des deux tiers

pour des missions); les engagements pour une durée déterminée (24,2 %) et les engagements pour une période de stage (2,4 % seulement).

Figure XI

**Recrutements par sexe, du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000**

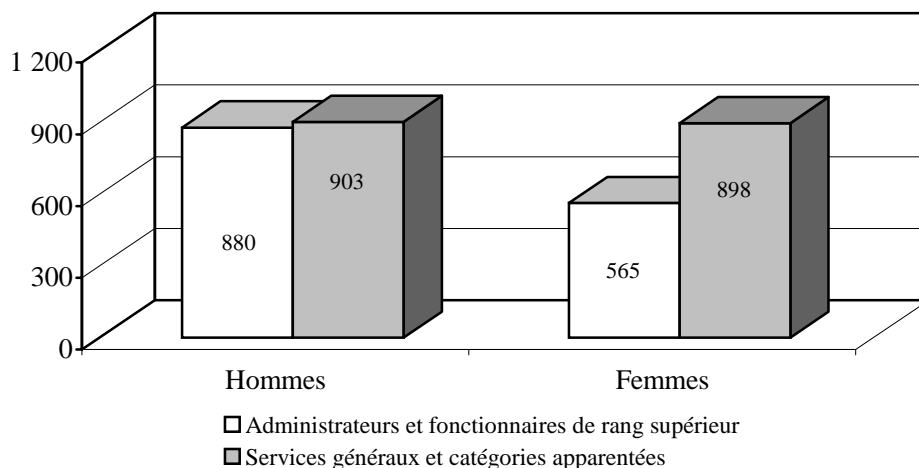


**Cessation de service**

53. Trois mille deux cent quarante-six fonctionnaires ont quitté l'Organisation entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000 (fig. XII). Les cessations de service par catégorie et par classe correspondaient globalement aux taux de recrutement (3,2 % pour les directeurs, 40,7 % pour les administrateurs et 55,5 % pour les agents des services généraux et les catégories apparentées). Les cessations de service à la classe P-2 ont été au nombre de 445, ce qui représente 13,7 % de toutes les cessations de service et un tiers des cessations de service dans la catégorie des administrateurs. Les femmes ont représenté 45,1 % des départs. La plupart des fonctionnaires qui sont partis venaient du Département des opérations de maintien de la paix/ Division de l'administration et de la logistique des missions, de l'Office des Nations Unies à Genève, de la Commission économique pour l'Afrique, du Département de l'information, de l'Office des Nations Unies à Vienne, du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, du Département de la gestion, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (plus de 100 départs dans chaque cas). La raison de trois quarts de toutes les cessations de service était le non-renouvellement des engagements de courte durée pour des missions et des contrats de durée déterminée.

54. Le nombre des démissions entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000 a été de 445, près du double du nombre des départs à la retraite (243). Vingt directeurs, 170 administrateurs et 251 agents des services généraux et des catégories apparentées ont démissionné. Trente pour cent des administrateurs qui ont démissionné étaient de la classe P-2; la plupart avaient des contrats de durée déterminée ou de durée limitée.

Figure XII  
Cessations de service par sexe, du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000



#### Causes de la cessation de service

55. Au paragraphe 3 de la section III de sa résolution 53/221, l'Assemblée générale a constaté avec préoccupation le nombre croissant de démissions présentées par des fonctionnaires du Secrétariat, en particulier ceux de la catégorie des administrateurs, et a prié le Secrétaire général de réaliser une étude en vue de déterminer les causes de ces départs.

56. En février 1999, le Bureau de la gestion des ressources humaines a demandé à tous les fonctionnaires qui quittaient l'Organisation de remplir un questionnaire de départ. Celui-ci porte sur les raisons précises du départ, y compris la démission, et comporte une évaluation de la période que le fonctionnaire a passée au service de l'Organisation. Ce questionnaire, qui doit obligatoirement être rempli, fait partie du processus prévu pour tous les fonctionnaires qui quittent l'Organisation après un engagement d'une durée d'un an ou plus.

57. Entre février 1999 et avril 2000, les deux tiers de tous les fonctionnaires qui ont quitté l'Organisation appartenaient à la catégorie des services généraux et aux catégories apparentées; 56% étaient des hommes et 56 % avaient un engagement à titre permanent. Environ 41 % des fonctionnaires qui sont partis avaient entre 56 et 60 ans, 25 % moins de 40 ans, 15 % entre 40 et 50 ans et 15 % entre 50 et 55 ans. Plus de la moitié des cessations de service concernaient des fonctionnaires au service de l'Organisation depuis plus de 20 ans. Les principales raisons de la cessation de service étaient le départ à la retraite et la démission, suivies de l'expiration ou du non-renouvellement d'un contrat. La moitié des démissions étaient présentées en raison d'une offre d'emploi meilleure, 40 % l'étaient pour des raisons d'ordre familial et 10 % étaient dues à la reprise d'études. Seulement un sur neuf des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs qui ont démissionné était de la classe P-2 ou P-3. Il y avait une composition marquée des démissions par groupe d'âge, les plus nombreuses se situant entre 51 et 60 ans (40 %) et au-dessous de 40 ans (34 %); le sous-groupe le plus important dans ce dernier cas était composé de fonctionnaires ayant moins de cinq ans d'activité.

58. Le Secrétaire général a l'intention de continuer à recueillir des données sur les raisons du départ de fonctionnaires, en particulier de la catégorie des administrateurs. Avec l'allongement de la période pour laquelle on disposera de données, il deviendra possible d'analyser plus précisément cette tendance. En attendant, on a jeté les bases d'une telle analyse en introduisant le questionnaire de départ. Le Bureau de la gestion des ressources humaines prend actuellement des mesures pour garantir que tous les fonctionnaires aient rempli ce questionnaire à leur départ.

### **Promotions**

59. Le terme « promotion » s'entend du passage d'une classe à la classe immédiatement supérieure et d'une catégorie à la catégorie immédiatement supérieure. Entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000, 963 fonctionnaires du Secrétariat ont été promus. Le rapport entre le nombre de promotions au cours d'une année donnée et le nombre total de fonctionnaires en exercice au début de cette année porte le nom de taux de promotion. En 1999-2000, le taux de promotion pour les fonctionnaires du Secrétariat a été de 8,6 % (contre 7,1 % depuis 1998, soit la deuxième augmentation consécutive). Les femmes ont bénéficié de 55 % des promotions contre 45 % pour les hommes (37 % de promotions dans la catégorie des directeurs, 50 % dans celle des administrateurs et 63 % parmi les agents des services généraux et dans les catégories apparentées). Le Département de la gestion (134), le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (107), l'Office des Nations Unies à Genève (106), l'Office des Nations Unies à Vienne (84), le Département de l'information (57) et le Département des affaires économiques et sociales (50) ont tous eu plus de 50 promotions en 1999-2000. Ce sont la Commission économique pour l'Europe, le Bureau chargé du Programme Iraq, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies qui ont enregistré le nombre le moins élevé de promotions.

### **Mutations**

60. Une mutation consiste pour un fonctionnaire à changer de poste sans changer de classe entre deux départements ou bureaux, que ce soit au même lieu d'affectation ou non. Il y a eu, au cours de la période considérée, 163 mutations dans l'ensemble du Secrétariat. Le taux de mutation, qui est le rapport entre le nombre de mutations et l'effectif du Secrétariat pendant la même période, a été de 1,5 % entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000. On notera que les mutations de femmes ont été plus nombreuses (60 % du total). La plupart se sont faites à destination ou à partir de l'Office des Nations Unies à Genève (18), du Département de la gestion (17), du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (16), du Département des opérations de maintien de la paix (13) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (11).

### **Renouvellement du personnel**

61. Les taux de renouvellement du personnel sont basés sur un indice de renouvellement standard, obtenu en rapportant le nombre de départs au cours de la période allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 à l'effectif total des fonctionnaires en activité au 1er juillet 1999. Les taux pour 1999-2000 sont présentés par catégorie de personnel et tiennent compte de toutes les causes de cessation de service, sauf les fins de contrat. Le taux de renouvellement des directeurs est deux fois celui de l'ensemble du personnel :

Directeurs	15 %
Administrateurs	7,5 %
Agents des services généraux et catégories apparentées	5 %
Ensemble du personnel	6,2 %

L'existence de pourcentages de renouvellement plus élevés pour les administrateurs et les directeurs concourt à ouvrir des possibilités de promotion et de recrutement qui ont une grande importance en ce qui concerne les plans de remplacement du personnel.

### C. Discrimination raciale

62. L'Assemblée générale, au paragraphe 3 de la section V de sa résolution 53/221, a prié le Secrétaire général, à titre prioritaire, d'établir s'il existe des cas de discrimination raciale lors du recrutement, des promotions ou des affectations, afin d'assurer la pleine application des dispositions de la Charte des Nations Unies, des Règlement et règles de l'Organisation et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

63. La question de la discrimination raciale fait l'objet d'examens et d'études de la part de divers organes de l'Organisation des Nations Unies, depuis la création de celle-ci. Que ce soit à propos des droits de l'homme ou du régime d'apartheid, l'Organisation des Nations Unies a toujours été à l'avant-garde pour condamner la discrimination raciale. Au Secrétariat, la disposition 101.2 du Règlement du personnel dit précisément que sont interdites toutes formes de discrimination ou de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel ou le harcèlement fondé sur une distinction de sexe, ainsi que les voies de fait ou les insultes sur le lieu de travail ou à l'occasion du travail. Le Jury en matière de discrimination et autres plaintes a été créé il y a de nombreuses années pour connaître des doléances en fait de discrimination, quelles qu'elles soient, présentées par des fonctionnaires et pour proposer l'adoption de mesures appropriées.

64. Par la demande contenue dans sa résolution 53/221, l'Assemblée générale faisait entendre qu'elle tenait à déterminer si la discrimination raciale posait un problème d'ordre systémique pour les fonctionnaires, à partir du moment où ils étaient recrutés et tout au long de leur carrière. Suite à l'adoption de cette résolution, le Comité consultatif mixte a examiné la question et décidé de créer un groupe de travail composé de représentants du personnel et de l'Administration, qui serait chargé de faire le point.

65. Le groupe de travail a eu des difficultés à définir les paramètres de cette étude, et ce, pour plusieurs raisons. La première tient au fait que le Secrétariat ne relève pas la « race » des fonctionnaires. Il lui est donc impossible de produire des statistiques utiles fondées sur la race ou même de faire des observations d'ordre général qui soient étayées par des données statistiques solides. Par ailleurs, si la nationalité servait de point de départ pour étudier les profils de carrière, on se heurterait au fait que les fonctionnaires de la même nationalité peuvent être d'origine ethnique/raciale différente.

66. Le Secrétaire général en conclut que le Secrétariat n'est pas à même d'effectuer une étude approfondie du problème de la discrimination raciale en raison des lacunes que comporte le système d'information.

## D. Départs à la retraite prévus pour la période 2000-2004

### Ensemble du personnel du Secrétariat

67. Mille quatre cent trente fonctionnaires du Secrétariat atteindront l'âge de départ obligatoire à la retraite au cours des cinq prochaines années (soit 13,3 % des effectifs. Le chiffre moyen annuel des départs à la retraite sera de 286, se situant entre 151 en 2000 et 397 en 2004. La figure XIII permet de voir que, pendant ces cinq années 155 directeurs prendront leur retraite (soit 10,8 % de l'ensemble des départs à la retraite), de même que 539 administrateurs (37,7 %) et 721 agents des services généraux et des catégories apparentées (50,4 %). Il y aura plus de départs à la retraite parmi les hommes que chez les femmes. Parmi les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur (de P-2 à D-2), les hommes représenteront trois départs à la retraite sur quatre, ce qui devrait offrir un important moyen d'élever le niveau de la représentation des femmes dans la catégorie des administrateurs aux postes de direction. Si l'on remplace les titulaires partis à la retraite en tenant compte du principe de la parité hommes-femmes, la représentation des femmes aux postes de direction et dans la catégorie des administrateurs sera améliorée. Le nombre de femmes dans le premier groupe augmenterait de 49, soit de 13 % par rapport à l'heure actuelle (la représentation des femmes y passerait de 27,9 % en l'an 2000 à 41,2 % en 2004). Si l'on remplaçait tous les administrateurs qui partent à la retraite sur la base du principe de l'égalité des sexes, le nombre de femmes dans la catégorie des administrateurs augmenterait de 102, soit de 2,8 % (et la représentation des femmes y passerait de 38,4 % en 2000 à 41,2 % en 2004).

68. Certains départements connaîtront des taux élevés de départ à la retraite dans les classes supérieures (P-5, D-1 et D-2). On trouvera ci-après une comparaison entre le nombre de départs à la retraite prévus dans ces classes par département/bureau et l'effectif actuel dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur. Les départements et les bureaux ont été classés en trois groupes, en fonction du pourcentage de fonctionnaires supérieurs à remplacer :

a) Départements et bureaux où ce pourcentage est faible (moins de 5 % des effectifs actuels dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur) : Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui, Département des opérations de maintien de la paix, Haut Commissariat aux droits de l'homme, Commission d'indemnisation des Nations Unies et Office des Nations Unies à Nairobi;

b) Départements et bureaux où ce pourcentage est moyen (compris entre 5 et 15 % des effectifs actuels) : Département des affaires de désarmement, Département des affaires économiques et sociales, Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, Département de la gestion, Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines, Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, Département des affaires politiques, Département de l'information, Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, Commission économique pour l'Afrique, Commission économique pour l'Europe, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime, Bureau des services de contrôle interne, Bureau des affaires juridiques, Cabinet du Secrétaire général, Centre des Nations Unies pour les établissements humains, Pro-

gramme des Nations Unies pour l'environnement, Office des Nations Unies à Genève et Office des Nations Unies à Vienne;

c) Départements et bureaux où ce pourcentage est élevé (plus de 15 % des effectifs actuels) : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

69. Pour être mieux à même de planifier les besoins en surveillant les départs à la retraite prévus aux classes P-5, D-1 et D-2, l'Organisation devra remplacer :

a) D'ici à la fin de l'an 2000, 16 directeurs partant à la retraite (dont 14 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 25 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 15 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

b) D'ici à la fin de 2001, 29 autres directeurs partant à la retraite (dont 27 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 45 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 27 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

c) D'ici à la fin de 2002, 35 autres directeurs partant à la retraite (dont 28 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 51 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 31 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

d) D'ici à la fin de 2003, 37 autres directeurs partant à la retraite (dont 28 occupant des postes à la répartition géographique) et 48 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 37 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

e) D'ici à la fin de 2004, 38 autres directeurs partant à la retraite (dont 33 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 61 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 36 occupant des postes soumis à la répartition géographique).

70. Les besoins en matière de personnel à remplacer à la classe P-5 au cours des cinq années à venir se situe à un tiers des effectifs actuels; ils sont encore plus élevés aux classes D-1 et D-2 : 42 %. Remplacer tant de fonctionnaires occupant des postes supérieurs ne sera pas tâche aisée.

#### **Fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique**

71. Sur les 2 389 fonctionnaires occupant actuellement des postes soumis à la répartition géographique, 471 partiront à la retraite entre 2000 et 2004 (soit 19,7 %). Le nombre annuel moyen de départs à la retraite sera de 94, allant de 66 en 2000 à 123 en 2004. La figure XIV montre comment les départs prévus se répartissent entre directeurs et administrateurs.

72. Tous les fonctionnaires d'un pays<sup>15</sup> occupant des postes soumis à la répartition géographique prendront leur retraite au cours des cinq prochaines années. Un pays<sup>16</sup> verra le nombre actuel de ses fonctionnaires réduit de plus de 50 % en raison de départs à la retraite. En tout<sup>17</sup>, 12 pays verront les effectifs de leurs ressortissants réduits dans une fourchette allant de 20 à 50 % et 31 pays<sup>18</sup> de 10 à 20 %; 60 pays<sup>19</sup> seront de 1 à 10 % dans ce cas. Au cours des cinq prochaines années, il n'y aura aucun départ à la retraite parmi les fonctionnaires des 62 autres pays représentés.



Figure XIII  
Départs à la retraite prévus, par catégorie, pour la période 2000-2004

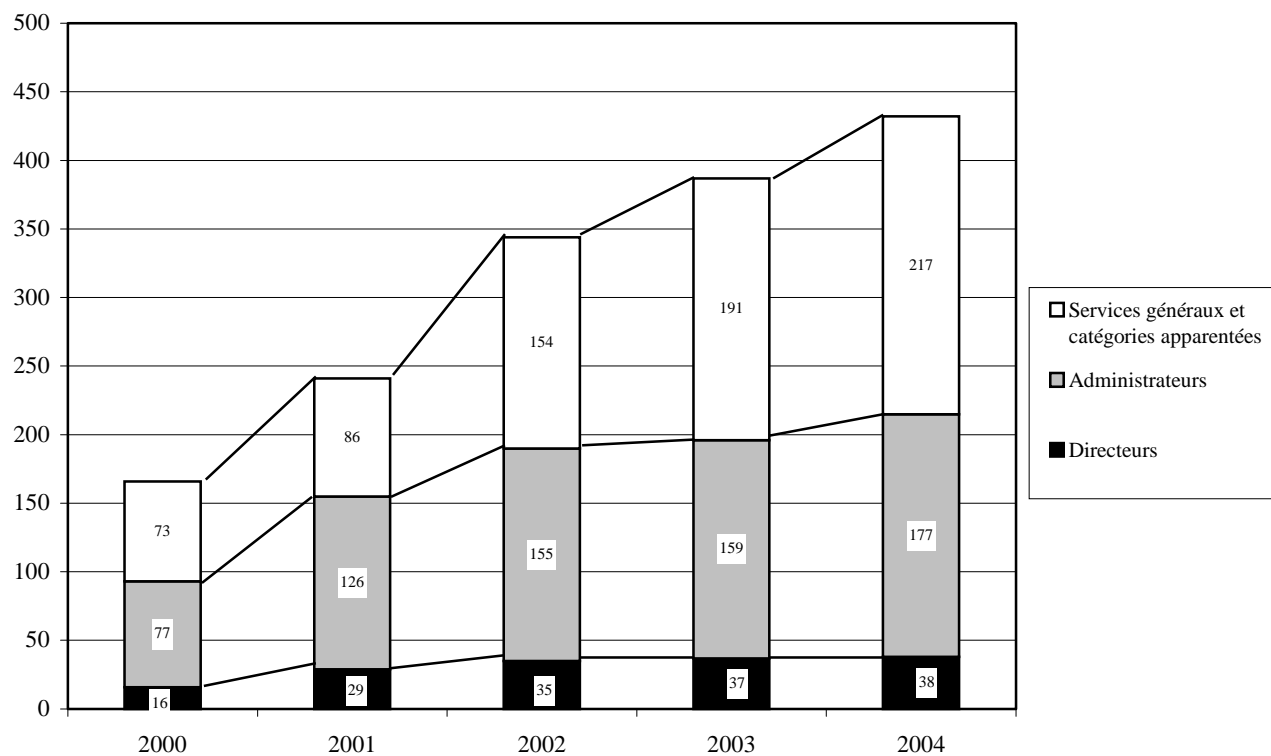
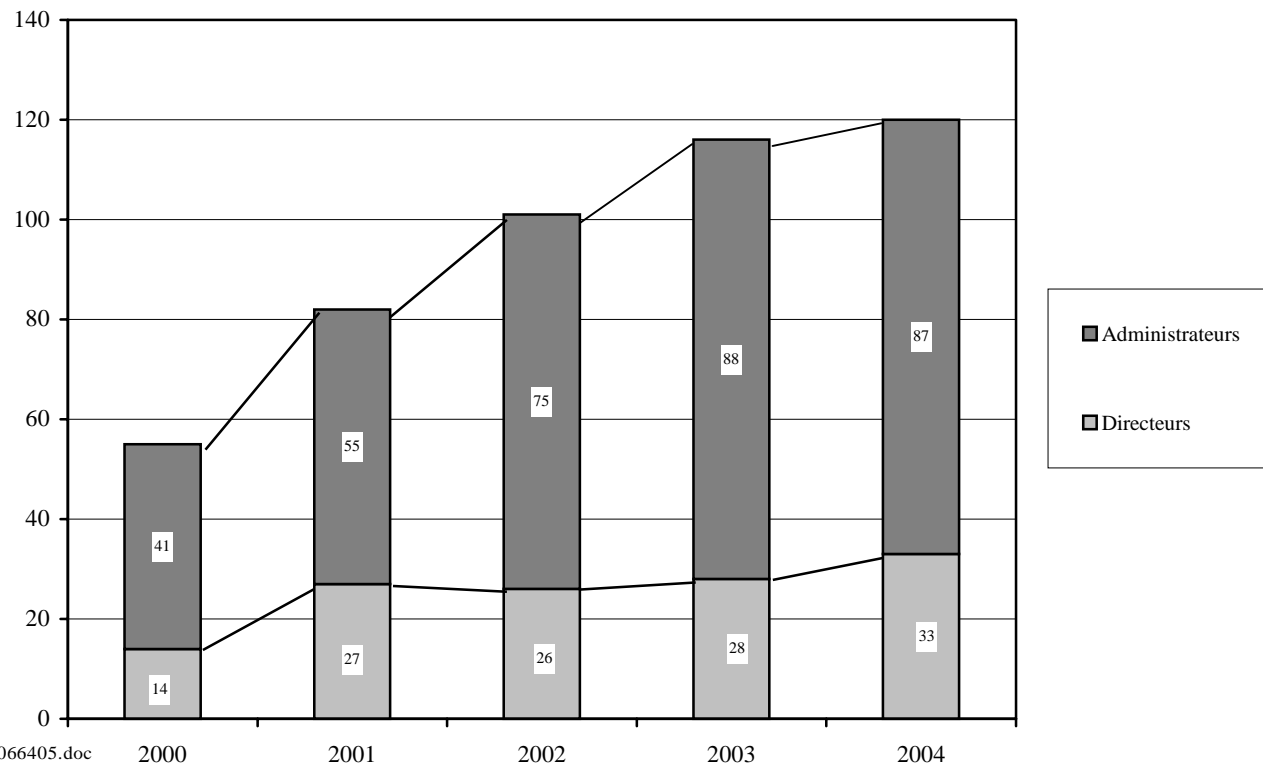


Figure XIV  
Départs à la retraite prévus pour la période 2000-2004 :  
fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique



## Notes

<sup>1</sup> Le chiffre relatif à l'effectif du Secrétariat au 30 juin 2000 (13 164) est plus faible que celui du 30 juin 1999 (14 319) pour deux raisons. Tout d'abord, le personnel de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies n'est plus compris dans le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies mais est traité séparément comme organisme interorganisations; en juin 2000, l'effectif de ce personnel était de 135 fonctionnaires. Deuxièmement, le Secrétariat a cessé de prendre en compte les agents de la catégorie des services généraux titulaires d'un engagement de durée indéterminée et affectés à des missions spéciales; ce personnel est recruté par la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix, et l'information le concernant ne figure pas dans le Système intégré de gestion.

<sup>2</sup> La section IV du rapport présente un certain nombre de lacunes principalement parce que la qualité des données est inégale et que l'on ne dispose pas encore d'une base de données intégrée du Système intégré de gestion au niveau mondial. Deux populations statistiques ont été définies aux fins de l'analyse :

La *population 1*, comprenant tous les fonctionnaires du Secrétariat, quel que soit le mode de financement de leurs postes, qui sont titulaires d'un engagement d'au moins un an régi par les dispositions de la série 100 du Règlement du personnel, à l'exclusion de ceux qui sont affectés à des missions, des agents du Service mobile, du personnel chargé de l'assistance technique (auquel s'appliquent les dispositions de la série 200), du personnel recruté pour une période de courte durée (série 300) et des professeurs de langues. Au 30 juin 2000, ce groupe comprenait 10 738 fonctionnaires dans les catégories ci-après :

- Secrétaires généraux adjoints (SGA) et Sous-Secrétaires généraux (SSG);
- Directeurs (D-2) et administrateurs généraux (D-1);
- Administrateurs hors classe, administrateurs de 1re classe, administrateurs de 2e classe, administrateurs adjoints de 1re classe et administrateurs adjoints de 2e classe (P-5, P-4, P-3, P-2 et P-1);
- Catégories des services généraux (G-1 à G-7) et catégories apparentées (Service de sécurité et corps de métiers).

La *population 2*, comprenant tous les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et de rang supérieur du Secrétariat, quel que soit le mode de financement de leurs postes avec les mêmes exclusions que précédemment – soit 4 128 fonctionnaires.

<sup>3</sup> La différence du nombre des SGA et des SSG par rapport au 30 juin 1999 tient au fait que le pourcentage utilisé dans le graphique de 1999 a été arrondi à 1 %, alors qu'il était effectivement de 0,55 %. La différence du nombre des SGA et des SSG entre 1999 et 2000 s'établit donc non pas à 0,6 % mais bien à 0,15 %.

<sup>4</sup> Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, Département des opérations de maintien de la paix, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime, Haut Commissariat aux droits de l'homme, Bureau des services de contrôle interne, Cabinet du Secrétaire général, Commission des compensations des Nations Unies et Programme des Nations Unies pour l'environnement.

<sup>5</sup> Sept départements comptent 500 fonctionnaires ou plus : Département de la gestion, Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, Office des Nations Unies à Genève, Département de l'information, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Département des affaires économiques et sociales et Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions.

<sup>6</sup> Afghanistan, Chili, Colombie, États-Unis, Éthiopie, France, Inde, Irlande, Jordanie, Philippines, Royaume-Uni, Rwanda, Suisse et Thaïlande.

<sup>7</sup> Kenya et Liban.

- <sup>8</sup> Andorre, Brunéi Darussalam, Guinée-Bissau, Îles Marshall, Îles Salomon, Kirghizistan, Kiribati, Liechtenstein, Monaco, Nauru, Ouzbékistan, Palaos, République de Moldova, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Tadjikistan, Tonga et Turkménistan.
- <sup>9</sup> Azerbaïdjan, Îles Salomon, Micronésie (États fédérés de), Mozambique et République démocratique populaire lao.
- <sup>10</sup> Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le partenariat international, Département de la gestion/Bureau du Secrétaire général adjoint, Département de la gestion/Bureau des ressources humaines, Département de l'information et Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité.
- <sup>11</sup> Haut Commissariat aux droits de l'homme, Département des affaires économiques et sociales, Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Bureau des affaires juridiques.
- <sup>12</sup> Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Commission d'indemnisation des Nations Unies, Cabinet du Secrétaire général, Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime, Département des affaires de désarmement, Office des Nations Unies à Genève, Département des affaires politiques, Bureau des services de contrôle interne, Office des Nations Unies à Vienne, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Bureau chargé du Programme Iraq, Office des Nations Unies à Nairobi, Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui, Département des opérations de maintien de la paix et Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- <sup>13</sup> Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Commission économique pour l'Europe, Commission économique pour l'Afrique, Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, et Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies.
- <sup>14</sup> Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, Département de l'information, Haut Commissariat aux droits de l'homme, Commission d'indemnisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement et Office des Nations Unies à Genève.
- <sup>15</sup> Comores.
- <sup>16</sup> Gambie.
- <sup>17</sup> Antigua-et-Barbuda, Bénin, Côte d'Ivoire, Dominique, Iraq, Israël, Liban, Madagascar, Malawi, Paraguay, République tchèque et Swaziland.
- <sup>18</sup> Afghanistan, Algérie, Allemagne, Argentine, Bulgarie, Cameroun, Chypre, Congo, Guatemala, Guinée, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Lesotho, Libéria, Mali, Mauritanie, Népal, Nigéria, Pays-Bas, Pologne, République démocratique du Congo, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Somalie, Togo, Turquie, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie et Zambie.
- <sup>19</sup> Afrique du Sud, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Colombie, Danemark, Égypte, El Salvador, Érythrée, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Liban, Malaisie, Maroc, Mexique, Myanmar, Niger, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Ukraine, Uruguay, Venezuela et Zimbabwe.

## Annexe

### Tableaux statistiques détaillés

#### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, avec indication du nombre de fonctionnaires de sexe féminin, au 30 juin 2000 .....	37
2. Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par type de nomination, au 30 juin 1999 et au 30 juin 2000 .....	45
3. Nominations à des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, avec indication du nombre de fonctionnaires de sexe féminin, 1er juillet 1999-30 juin 2000 ..	51
4. Mouvements de personnel aux postes soumis à la répartition géographique, par nationalité, par type de nomination et par sexe, au 30 juin 1999 et au 30 juin 2000 .....	53
5. Nombre de fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales, par nationalité, par classe et par sexe, au 30 juin 1999 et au 30 juin 2000 .....	61
6. Nombre d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur expressément recrutés pour des missions, par nationalité, par classe et par sexe, au 30 juin 1999 et au 30 juin 2000 ..	63
7. Fourchette souhaitable et répartition pondérée des postes soumis à la répartition géographique et situation effective et pondérée, par État Membre, au 30 juin 2000 .....	68
8. Répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, par département ou bureau et par classe, au 30 juin 2000 .....	74
A. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique .....	74
B. Administrateurs occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales .....	77
C. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique et des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales .....	79
D. Agents des services généraux et des catégories apparentées .....	81
E. Nombre total d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur .....	83
9. Nombre de fonctionnaires de rang élevé occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, 30 juin 1996-30 juin 2000 .....	86

Tableau 1

**Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, avec indication du nombre de fonctionnaires de sexe féminin**

(Au 30 juin 2000)

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Point médian	Fourchette souhaitable	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F*	Total			
Afghanistan	5											1		3									4	5,99	1-14
Afrique du Sud	9	4										1		1	1	1	4	1				4	9	11,64	7-16
Albanie	1														1								1	5,66	1-14
Algérie	10	1					1		5		2	2			1							2	11	7,42	3-14
Allemagne	124	43	1				1	1	6	3	20	4	27	11	21	14	4	10				43	123	148,31	126-171
Andorre																								5,59	1-14
Angola	1												1										1	5,94	1-14
Antigua-et-Barbuda	1	1								1												1	1	5,56	1-14
Arabie saoudite	7	5								1	1		1	4	1							5	8	14,02	9-19
Argentine	18	10					2		2	2	2	1	2	5	2	2						10	20	22,11	17-27
Arménie	5																5						5	5,70	1-14
Australie	31	14					1	1	3	1	4	4	3	5	3	2						13	27	27,15	22-32
Autriche	17	9							1	1	1	1	3	1	2	4		1				8	15	19,18	14-24
Azerbaïdjan																	1						1	5,86	1-14
Bahamas	7	6														2	1	4				6	7	5,75	1-14
Bahreïn																								5,79	1-14
Bangladesh	10								2		4		3		1								10	8,44	4-14
Barbade	3	2										1		1		1						3	3	5,65	1-14
Bélarus	11										2		6		3								11	6,57	2-14
Belgique	22	8					1		2	1	6	3	2	3	3	1	1	1				9	24	21,55	17-26
Belize	1													1									1	5,65	1-14
Bénin	5	1											2		2	1						1	5	5,69	1-14
Bhoutan	4												3										3	5,59	1-14
Bolivie	2	1										1				1	3	1				3	6	5,81	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Point médian	Fourchette souhaitable	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F*	Total			
Bosnie-Herzégovine															1								1	5,70	1-14
Botswana	3	2														1	1					1	2	5,71	1-14
Brésil	33	13	2						1	2	4	3	7	3	7	5	1					13	35	30,16	25-35
Brunéi Darussalam																								5,82	1-14
Bulgarie	13	3									2	1	6	1	2			1				3	13	5,87	1-14
Burkina Faso	7	2							1	2		1			2	1						3	7	5,80	1-14
Burundi	7	2											3	1		1	2					2	7	5,69	1-14
Cambodge	2	1										1			1							1	2	5,80	1-14
Cameroun	18	5						2		1	1	8	1	2	2		1					5	18	6,04	1-14
Canada	55	23	1				1	2	2		12	4	11	6	5	7		1				21	52	45,27	38-52
Cap-Vert	3										1				2								3	5,57	1-14
Chili	32	14			2			1	1	2		2		1	2	2	12	6				14	31	7,81	3-14
Chine	39	19	1				1		4	2	6	4	5	4	3	5	1	4				19	40	47,61	40-55
Chypre	4		1				1		1								1						4	6,04	1-14
Colombie	10	3	1								3			1	2	2						3	9	8,00	3-14
Comores	1												1										1	5,56	1-14
Congo	4									1		1		1									3	5,64	1-14
Costa Rica	5	1						1							1	1						1	3	5,83	1-14
Côte d'Ivoire	11	2								1		3	1	5								1	10	5,98	1-14
Croatie	6	4											1		2	2	1					4	6	6,06	1-14
Cuba	9	2					1					1	1	2	1	1						2	7	6,12	1-14
Danemark	8	2						2					1	1	3	1		1				3	9	15,55	11-20
Djibouti	2									1		1					1	1				1	4	5,56	1-14
Dominique	2	2											1				1					1	2	5,55	1-14
Égypte	14	3	1				1	1	4	1	2	1	3			1						4	15	7,92	3-14
El Salvador	9	3											2			1	3	3				4	9	5,84	1-14
Émirats arabes unis	1	1																						8,14	3-14
Équateur	5	2									1				3		2	1				2	7	6,09	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Point médian	Fourchette souhaitable
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F*	Total		
Érythrée	4	2											2		1		2	2			2	7	5,63	1-14
Espagne	44	20					1		1	2	2	1	5	2	11	10	4	7			22	46	43,46	37-50
Estonie	4	2													1		1	2			2	4	5,74	1-14
États-Unis d'Amérique	345	187	1		1	1	6		16	18	39	48	39	55	30	47	12	12			181	325	369,03	314-424
Éthiopie	21	5					1		1		1		2	1	2	1	6	2			4	17	6,95	2-14
Ex-République de Macédoine	4	1															3	1			1	4	5,63	1-14
Fédération de Russie	122	15	1				3		6		23	2	41	7	28	5	2	1			15	119	24,18	19-29
Fidji	1						1										1					2	5,61	1-14
Finlande	13	6						1		3		2	2	1	2						4	11	13,41	9-18
France	105	45	1				3	2	5	4	12	7	16	11	17	14	1	9			47	102	100,43	85-115
Gabon	2														2							2	5,77	1-14
Gambie	5						1		3		1											5	5,57	1-14
Géorgie	3												3									3	5,74	1-14
Ghana	11	4	1								1	1	2	4							5	9	6,06	1-14
Grèce	10	6										3	3	1				1			5	8	10,78	6-16
Grenade	2													1		1						2	5,55	1-14
Guatemala	5	1											1	1	2	1					2	5	6,03	1-14
Guinée	4	1											1	2							1	3	5,74	1-14
Guinée-Bissau																							5,57	1-14
Guinée équatoriale	2												1				1					2	5,56	1-14
Guyana	14	9			1			2	1		2	1	3				4				10	14	5,57	1-14
Haïti	4	2			1				1							1	1				2	4	5,73	1-14
Honduras	2													1		1						2	5,71	1-14
Hongrie	8	2						1	2				1	4							2	8	7,47	3-14
Îles Marshall																							5,55	1-14
Îles Salomon																1						1	5,56	1-14
Inde	42	13	1				1	1	1	5		7	6	9	2	2	6				15	41	31,34	27-36
Indonésie	7	2	1					1				1	1	1	1						2	6	12,75	8-18

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Point médian	Fourchette souhaitable	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F*	Total			
Iran (République islamique d')	12	7							1	1	1	5	2	1								7	11	9,20	4-14
Iraq	8	2							2			1	2		1	1						2	7	6,47	2-14
Irlande	13	7		1					2		1		3	1		2	1					4	11	8,82	4-14
Islande	5						1						1				1						3	6,00	1-14
Israël	11	4								1	1	1	3	2	2		1					4	11	10,67	6-15
Italie	64	22	1		1		4		4	2	6	3	8	4	13	10	8	9				28	73	84,55	72-97
Jamahiriya arabe libyenne	4											2		2									4	7,42	3-14
Jamaïque	14	7				1							2	2	3	4	1					7	13	5,67	1-14
Japon	106	61	1		1			1	1	1	5	4	15	15	15	25	6	16				62	106	302,53	257-348
Jordanie	11	1							1		2		4		1	1	1					1	10	5,76	1-14
Kazakhstan	1										1												1	6,58	2-14
Kenya	13	4					1				5	1	1	3		2		1				7	14	6,28	1-14
Kirghizistan																								5,72	1-14
Kiribati																								5,54	1-14
Koweït							1									1						2	2	7,41	3-14
Lesotho	7	5											1	1	1	2						3	5	5,61	1-14
Lettonie	3	1													1		1	1				1	3	5,83	1-14
Liban	14	5						1		4		3	1	1	4	1	1					6	16	5,83	1-14
Libéria	7	5									2	1		2		1		1				5	7	5,62	1-14
Liechtenstein																								5,62	1-14
Lituanie	4	3												1	1	2	1					3	5	5,83	1-14
Luxembourg	3	1												2	1	1						1	4	6,51	2-14
Madagascar	7	1									2		3	1		1	1					2	8	5,91	1-14
Malaisie	11	5				1		1		1	3	1	1	2								6	10	8,64	4-14
Malawi	7										2		2		3								7	5,79	1-14
Maldives																	1						1	5,55	1-14
Mali	9	1						1			3		1		3							1	8	5,80	1-14



Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Point médian	Fourchette souhaitable	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F*	Total			
Malte	3								1													1	5,74	1-14	
Maroc	8	3							1		1	2	2	1								3	7	6,73	2-14
Maurice	6				1		2								1								4	5,69	1-14
Mauritanie	4								1				1		2								4	5,60	1-14
Mexique	23	11							1	1	6	4	3	2	1	3	1	1				11	23	21,89	17-27
Micronésie (États fédérés de)																	1						1	5,55	1-14
Monaco																								5,59	1-14
Mongolie	4	2													2	2						2	4	5,61	1-14
Mozambique									1														1	5,92	1-14
Myanmar	4	1								1	1											1	2	6,63	2-14
Namibie	3	1														1	4					1	5	5,67	1-14
Nauru																								5,55	1-14
Népal	7										3		4										7	6,07	1-14
Nicaragua	6	4											1			3	1					3	5	5,65	1-14
Niger	3	2								1					1			1				2	3	5,78	1-14
Nigéria	13	3							1	1	5				2	2	1					3	12	8,35	4-14
Norvège	4	1											2	1	1		1					1	5	14,35	10-19
Nouvelle-Zélande	12	5					1	1	1	1	2	1	2	1	1	1						5	12	8,78	4-14
Oman	2	1					1		1													1	2	6,31	2-14
Ouganda	12	6					1		2		2		2	1	1	3	1					4	13	6,06	1-14
Ouzbékistan																								6,42	2,14
Pakistan	19	4	1				2		1		1	1	6	1	3	1	1	2				5	20	9,66	5-14
Palaos																								5,55	1-14
Panama	3	1					1								1	1						1	3	5,78	1-14
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4															3		1					4	5,73	1-14
Paraguay	4	2								1	1				1			2				3	5	5,85	1-14
Pays-Bas	29	5							3		4	1	13		4	3		1				5	29	29,22	24-34

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Point médian	Fourchette souhaitable	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F*	Total			
Pérou	16	6							1	1	3		2	4	1	1	2					6	15	7,50	3-14
Philippines	61	36							1	1	2	4	6	13	11	8	2	8				34	56	8,36	4-14
Pologne	15	2					1				4	1	4		2		1					2	13	9,19	4-14
Portugal	6	2											1	1	3		2	2				3	9	11,91	7-17
Qatar	2														1								1	6,02	1-14
République arabe syrienne	8	3									2		3		1	2		3				5	11	6,79	2-14
République centrafricaine	3												1		2								3	5,62	1-14
République de Corée	23	7											2	2	7	4	6	2				8	23	20,95	16-26
République démocratique du Congo	7	2									1		1	2	1							2	5	6,72	2-14
République démocratique populaire lao													1										1	5,66	1-14
République de Moldova																								5,77	1-14
République dominicaine	5	1									1		2	1								1	4	5,95	1-14
République populaire démocratique de Corée	1															1							1	6,26	1-14
République tchèque	9	3					1				2		2	3	1							3	9	17,29	12-14
République-Unie de Tanzanie	11	6					1	1			3	1	1	3								5	10	6,29	1-14
Roumanie	4												1		2		5	2				2	10	6,83	2-14
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	85	31	1		1		3		8	3	18	5	11	8	8	11	5	8				35	90	79,65	68-92
Rwanda	6	1										1			2		4					1	7	5,69	1-14
Sainte-Lucie	4	2							1				1	1	1	1						2	4	5,55	1-14
Saint-Kitts-et-Nevis	6	4													1	3	1	1				4	6	5,55	1-14
Saint-Marin																								5,56	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Point médian	Fourchette souhaitable	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F*	Total			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	5	2											1	1	1	1	1					2	5	5,55	1-14
Samoa	1																							5,55	1-14
Sao Tomé-et-Principe																								5,55	1-14
Sénégal	14	5			1		1		1		2	2	1	1	4	2						5	15	5,82	1-14
Seychelles	2										1		1										2	5,56	1-14
Sierra Leone	7	2					1			1	2	4		1								3	9	5,65	1-14
Singapour	9	4	1				1		2	2		1	1		1	1						4	10	8,18	3-14
Slovaquie	5											1		3		1							5	6,15	1-14
Slovénie	1				1						1						1					1	3	6,45	2-14
Somalie	7	2						1		1	1			3								1	6	5,75	1-14
Soudan	9	1						2		2		2	1	1								1	8	6,26	1-14
Sri Lanka	7	3	1									1	2	2	1							3	7	6,12	1-14
Suède	19	8	1				2			2	3		3	4		1	1	1				8	18	21,16	16-26
Suriname	2	1										1			1	1						1	3	5,60	1-14
Swaziland	3	1						1						2			1					1	4	5,58	1-14
Tadjikistan																								5,72	1-14
Tchad	3									1		1		1									3	5,71	1-14
Thaïlande	27	15						1		1	1	3	4	3	5	5	4					14	27	9,32	5-14
Togo	5							1				3											4	5,64	1-14
Tonga																								5,55	1-14
Trinité-et-Tobago	15	10						2		1	2	1		1	2	5						10	14	5,79	1-14
Tunisie	10	1			1		1	1	1			3				1						1	9	6,14	1-14
Turkménistan																								5,73	1-14
Turquie	11	5					1	3		1	2	2	2				1					6	12	13,23	8-18
Ukraine	22	2								5		8		3	1	1	1					2	19	9,37	5-14
Uruguay	10	2					1	2		3		3	1									2	10	6,29	1-14
Vanuatu																								5,55	1-14
Venezuela	13	9								1	2	1	3	1	3	3	1					9	15	8,34	4-14

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Point médian	Fourchette souhaitable	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F*	Total			
Viet Nam	5	2									1		2			1						1	4	7,35	3-14
Yémen	3								1	1		2											4	6,05	1-14
Yougoslavie	10	2							1	2					4	1	1					1	9	6,14	1-14
Zambie	3								1	2		1		1			1					1	6	5,76	1-14
Zimbabwe	7	1							1		1	1	3		1							1	7	5,94	1-14
<b>Total partiel</b>	<b>2 395</b>	<b>915</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>51</b>	<b>18</b>	<b>131</b>	<b>72</b>	<b>301</b>	<b>150</b>	<b>416</b>	<b>250</b>	<b>342</b>	<b>274</b>	<b>171</b>	<b>163</b>				<b>932</b>	<b>2 376</b>		
Autre origine																									
<i>Apatrides</i>	3												1											1	
Suisse	11	4					1			1	4	1	2			2						4	11		
Tuvalu	1												1											1	
<b>Total partiel</b>	<b>15</b>	<b>4</b>					<b>1</b>			<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>4</b>			<b>2</b>						<b>4</b>	<b>13</b>		
<b>Total général</b>	<b>2 410</b>	<b>919</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>52</b>	<b>18</b>	<b>131</b>	<b>73</b>	<b>305</b>	<b>151</b>	<b>420</b>	<b>250</b>	<b>342</b>	<b>276</b>	<b>171</b>	<b>163</b>				<b>936</b>	<b>2 389</b>		

\* Le nombre de femmes est inclus dans le nombre total de fonctionnaires.

Tableau 2  
**Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique,  
 par nationalité et par type de nomination**

(Au 30 juin 1999 et au 30 juin 2000)

Pays	Au 30 juin 1999					Au 30 juin 2000				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Afghanistan	5			5	0,0	4			4	0,0
Afrique du Sud	3	4	2	9	22,2	7	1	1	9	11,1
Albanie			1	1	100,0			1	1	100,0
Algérie	9		1	10	10,0	8		3	11	27,3
Allemagne	104	6	14	124	11,3	101	8	14	123	11,4
Andorre										
Angola	1			1	0,0	1			1	0,0
Antigua-et-Barbuda	1			1	0,0	1			1	0,0
Arabie saoudite	5		2	7	28,6	5		3	8	37,5
Argentine	12		6	18	33,3	12		8	20	40,0
Arménie	2	3		5	0,0	2	3		5	0,0
Australie	17		14	31	45,2	15		12	27	44,4
Autriche	13		4	17	23,5	11		4	15	26,7
Azerbaïdjan							1		1	0,0
Bahamas	5		2	7	28,6	4	2	1	7	14,3
Bahreïn										
Bangladesh	6		4	10	40,0	5		5	10	50,0
Barbade	3			3	0,0	2		1	3	33,3
Bélarus	10		1	11	9,1	10		1	11	9,1
Belgique	17		5	22	22,7	17	1	6	24	25,0
Belize	1			1	0,0	1			1	0,0
Bénin	3		2	5	40,0	3		2	5	40,0
Bhoutan	4			4	0,0	3			3	0,0
Bolivie	1		1	2	50,0		3	3	6	50,0
Bosnie-Herzégovine								1	1	100,0
Botswana		2	1	3	33,3	1	1		2	0,0
Brésil	20		13	33	39,4	19	1	15	35	42,9
Brunéi Darussalam										
Bulgarie	5		8	13	61,5	5		8	13	61,5
Burkina Faso	3		4	7	57,1	2		5	7	71,4
Burundi	6		1	7	14,3	6		1	7	14,3
Cambodge	1		1	2	50,0	1		1	2	50,0

Pays	Au 30 juin 1999					Au 30 juin 2000				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Cameroun	8		10	18	55,6	8		10	18	55,6
Canada	27		28	55	50,9	23		29	52	55,8
Cap-Vert	3			3	0,0	3			3	0,0
Chili	23		9	32	28,1	22		9	31	29,0
Chine	20	3	16	39	41,0	21	2	17	40	42,5
Chypre	3		1	4	25,0	3		1	4	25,0
Colombie	4		6	10	60,0	3		6	9	66,7
Comores	1			1	0,0	1			1	0,0
Congo	3		1	4	25,0	2		1	3	33,3
Costa Rica	2		3	5	60,0	1		2	3	66,7
Côte d'Ivoire	9		2	11	18,2	8		2	10	20,0
Croatie	3	2	1	6	16,7	3	2	1	6	16,7
Cuba	6		3	9	33,3	5		2	7	28,6
Danemark	6		2	8	25,0	6	1	2	9	22,2
Djibouti			2	2	100,0		2	2	4	50,0
Dominique	1		1	2	50,0		1	1	2	50,0
Égypte	7		7	14	50,0	8		7	15	46,7
El Salvador	3	6		9	0,0	6	2	1	9	11,1
Émirats arabes unis	1			1	0,0					
Équateur	3	1	1	5	20,0	4	2	1	7	14,3
Érythrée	1	2	1	4	25,0	4	1	2	7	28,6
Espagne	24	6	14	44	31,8	26	8	12	46	26,1
Estonie	3	1		4	0,0	3	1		4	0,0
États-Unis d'Amérique	247	4	94	345	27,2	229	1	95	325	29,2
Éthiopie	17		4	21	19,0	13		4	17	23,5
Ex-République yougoslave de Macédoine	1	2	1	4	25,0	1	2	1	4	25,0
Fédération de Russie	73		49	122	40,2	71		48	119	40,3
Fidji			1	1	100,0		1	1	2	50,0
Finlande	6		7	13	53,8	5		6	11	54,5
France	67	7	31	105	29,5	60	8	34	102	33,3
Gabon	2			2	0,0	2			2	0,0
Gambie	4			5	0,0	5			5	0,0
Géorgie	1		2	3	66,7	1		2	3	66,7
Ghana	4		7	11	63,6	1		8	9	88,9
Grèce	9			10	0,0	8			8	0,0

Pays	Au 30 juin 1999					Au 30 juin 2000				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Grenade	2			2	0,0	2			2	0,0
Guatemala	2		3	5	60,0	1		4	5	80,0
Guinée	2		2	4	50,0	2		1	3	33,3
Guinée-Bissau										
Guinée équatoriale	2			2	0,0	2			2	0,0
Guyana	11		3	14	21,4	10		4	14	28,6
Haïti	3		1	4	25,0	3		1	4	25,0
Honduras	2			2	0,0	2			2	0,0
Hongrie	3	1	4	8	50,0	4		4	8	50,0
Îles Marshall										
Îles Salomon							1		1	0,0
Inde	29		13	42	31,0	28		13	41	31,7
Indonésie	4		3	7	42,9	3		3	6	50,0
Iran (République islamique d')	10		2	12	16,7	10		1	11	9,1
Iraq	5		3	8	37,5	4		3	7	42,9
Irlande	9		4	13	30,8	8		3	11	27,3
Islande	5			5	0,0	3			3	0,0
Israël	10		1	11	9,1	10		1	11	9,1
Italie	44	4	16	64	25,0	42	11	20	73	27,4
Jamahiriya arabe libyenne	4			4	0,0	4			4	0,0
Jamaïque	12		2	14	14,3	11		2	13	15,4
Japon	80	10	16	106	15,1	82	9	15	106	14,2
Jordanie	8		3	11	27,3	7		3	10	30,0
Kazakhstan			1	1	100,0			1	1	100,0
Kenya	8		5	13	38,5	6		8	14	57,1
Kirghizistan										
Kiribati										
Koweït								2	2	100,0
Lesotho	6		1	7	14,3	4		1	5	20,0
Lettonie		2	1	3	33,3	3			3	0,0
Liban	12		2	14	14,3	14		2	16	12,5
Libéria	6		1	7	14,3	6		1	7	14,3
Liechtenstein										
Lituanie	3		1	4	25,0	3	1	1	5	20,0
Luxembourg	3			3	0,0	3	1		4	0,0

Pays	Au 30 juin 1999					Au 30 juin 2000				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Madagascar	7			7	0,0	7		1	8	12,5
Malaisie	8		3	11	27,3	6		4	10	40,0
Malawi	4		3	7	42,9	3		4	7	57,1
Maldives							1		1	0,0
Mali	6		3	9	33,3	6		2	8	25,0
Malte	3			3	0,0	1			1	0,0
Maroc	8			8	0,0	7			7	0,0
Maurice	5		1	6	16,7	3		1	4	25,0
Mauritanie	3		1	4	25,0	3		1	4	25,0
Mexique	17		6	23	26,1	16		7	23	30,4
Micronésie (États fédérés de)								1	1	100,0
Monaco										
Mongolie	3	1		4	0,0	3	1		4	0,0
Mozambique								1	1	100,0
Myanmar	4			4	0,0	2			2	0,0
Namibie	2	1		3	0,0	3	2		5	0,0
Nauru										
Népal	4		3	7	42,9	4		3	7	42,9
Nicaragua	5		1	6	16,7	4		1	5	20,0
Niger	2		1	3	33,3	1		2	3	66,7
Nigéria	7		6	13	46,2	6		6	12	50,0
Norvège	4			4	0,0	4	1		5	0,0
Nouvelle-Zélande	9		3	12	25,0	9		3	12	25,0
Oman	2			2	0,0	2			2	0,0
Ouganda	6		6	12	50,0	4		9	13	69,2
Ouzbékistan										
Pakistan	7		12	19	63,2	8		12	20	60,0
Palaos										
Panama	1	1	1	3	33,3	2		1	3	33,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3	1		4	0,0	3	1		4	0,0
Paraguay	3	1		4	0,0	3	2		5	0,0
Pays-Bas	22		7	29	24,1	21		8	29	27,6
Pérou	13		3	16	18,8	13		2	15	13,3
Philippines	56		5	61	8,2	50		6	56	10,7



Pays	Au 30 juin 1999					Au 30 juin 2000				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Pologne	6	1	8	15	53,3	6		7	13	53,8
Portugal	4	1	1	6	16,7	4	3	2	9	22,2
Qatar			2	2	100,0			1	1	100,0
République arabe syrienne	5		3	8	37,5	6		5	11	45,5
République centrafricaine	3			3	0,0	3			3	0,0
République de Corée	14	4	5	23	21,7	15	3	5	23	21,7
République démocratique du Congo	5		2	7	28,6	3		2	5	40,0
République démocratique populaire lao								1	1	100,0
République de Moldova										
République dominicaine	5			5	0,0	4			4	0,0
République populaire démocratique de Corée		1		1	0,0		1		1	0,0
République tchèque	5		4	9	44,4	5		4	9	44,4
République-Unie de Tanzanie	10		1	11	9,1	9		1	10	10,0
Roumanie	3	1		4	0,0	3	6	1	10	10,0
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	51		33	85	38,8	47	5	37	90	41,1
Rwanda	3	2	1	6	16,7	4	2	1	7	14,3
Sainte-Lucie	2		2	4	50,0	2		2	4	50,0
Saint-Kitts-et-Nevis	4	1	1	6	16,7	4	1	1	6	16,7
Saint-Marin										
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3		2	5	40,0	3		2	5	40,0
Samoa	1			1	0,0					
Sao Tomé-et-Principe										
Sénégal	9		5	14	35,7	9		6	15	40,0
Seychelles	2			2	0,0	2			2	0,0
Sierra Leone	4		3	7	42,9	4		5	9	55,6
Singapour	9			9	0,0	9		1	10	10,0
Slovaquie	5			5	0,0	5			5	0,0
Slovénie	1			1	0,0	1	1	1	3	33,3
Somalie	5		2	7	28,6	3		3	6	50,0
Soudan	7		2	9	22,2	6		2	8	25,0
Sri Lanka	3		4	7	57,1	2		5	7	71,4

Pays	Au 30 juin 1999					Au 30 juin 2000				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Suède	13		6	19	31,6	12	1	5	18	27,8
Suriname	1		1	2	50,0	1		2	3	66,7
Swaziland		1	2	3	66,7	1		3	4	75,0
Tadjikistan										
Tchad	3			3	0,0	3			3	0,0
Thaïlande	22		5	27	18,5	22		5	27	18,5
Togo	3		2	5	40,0	3		1	4	25,0
Tonga										
Trinité-et-Tobago	11		4	15	26,7	9		5	14	35,7
Tunisie	7		3	10	30,0	5		4	9	44,4
Turkménistan										
Turquie	9		2	11	18,2	8	1	3	12	25,0
Ukraine	16	2	4	22	18,2	16	1	2	19	10,5
Uruguay	3		7	10	70,0	3		7	10	70,0
Vanuatu										
Venezuela	9		4	13	30,8	7	3	5	15	33,3
Viet Nam	4		1	5	20,0	3		1	4	25,0
Yémen	3			3	0,0	3		1	4	25,0
Yougoslavie	7		3	10	30,0	7		2	9	22,2
Zambie	3			3	0,0	3		3	6	50,0
Zimbabwe	4		3	7	42,9	4		3	7	42,9
<b>Total partiel</b>	<b>1 635</b>	<b>85</b>	<b>672</b>	<b>2 395</b>	<b>28,1</b>	<b>1 542</b>	<b>114</b>	<b>719</b>	<b>2 376</b>	<b>30,3</b>
Palestine										
Apatrides	2		1	3	33,3	1			1	0,0
Suisse	7		4	11	36,4	7		4	11	36,4
Tuvalu			1	1	100,0			1	1	100,0
<b>Total partiel</b>	<b>9</b>	<b>–</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>40,0</b>	<b>8</b>	<b>–</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>38,5</b>
<b>Total général</b>	<b>1 644</b>	<b>85</b>	<b>678</b>	<b>2 410</b>	<b>28,1</b>	<b>1 550</b>	<b>114</b>	<b>724</b>	<b>2 389</b>	<b>30,3</b>

Tableau 3

**Nominations à des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, avec indication du nombre de fonctionnaires de sexe féminin**

(1er juillet 1999-30 juin 2000)

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total général	Total femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Afrique du Sud																1				1	
Algérie							1			1										2	1
Allemagne														1	1	3				5	4
Arabie saoudite											1									1	
Argentine							1			1		1								2	
Azerbaïdjan																1				1	
Bahamas																1				1	1
Bangladesh											1									1	
Barbade													1							1	1
Belgique															1	1				2	1
Bolivie										1						3	1			5	2
Bosnie-Herzégovine														1						1	
Brésil														1	1					2	1
Burkina Faso															1					1	1
Canada						1								1						2	1
Chine										1	1									2	
Danemark																1				1	1
Djibouti																1	1			2	1
Dominique																1				1	
El Salvador														1						1	1
Équateur																2				2	
Érythrée																1				1	
Espagne														1		2	1			4	1
États-Unis d'Amérique										2	2			2						6	2
Fidji																1				1	
France					1			1			1				2		1			6	4
Ghana												1								1	1
Guatemala															1					1	1
Guyana												1								1	1
Îles Salomon																1				1	
Indonésie								1												1	
Irlande												1								1	
Italie								1			1		1	2	2	5				12	7
Japon																5				5	5
Kenya															1					1	1
Koweït							1								1					2	2
Liban															1					1	1
Luxembourg																1				1	

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total général	Total femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Madagascar														1					1	1
Malaisie					1														1	1
Malawi														1					1	
Maldives															1				1	
Micronésie (États fédérés de)																1			1	
Mozambique							1												1	
Namibie															2				2	
Norvège															1				1	
Ouganda									1				1	1					3	1
Paraguay																1			1	1
Pays-Bas							1												1	
Portugal														1		1	1		3	1
République arabe syrienne												1							1	
République démocratique populaire Lao												1							1	
République de Corée														1					1	1
Roumanie														2		2	2		6	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord								1	1		2		1		1	4			10	5
Rwanda																1			1	
Sénégal														1					1	
Sierra Leone					1						1								2	1
Singapour	1																		1	
Slovénie																1			1	1
Somalie														1					1	
Sri Lanka														1					1	
Suède							1									1			2	2
Suriname																1			1	
Swaziland														1					1	
Trinité et Tobago								1											1	1
Tunisie											1								1	
Turquie												1				1			2	2
Venezuela															2	1			3	1
Yémen											1								1	
Zambie							1				1								2	
<b>Total</b>	<b>1</b>				<b>1</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>32</b>	<b>32</b>		<b>141</b>	<b>63</b>	

Tableau 4  
**Mouvements de personnel aux postes soumis à la répartition géographique, par nationalité, par type de nomination et par sexe**  
(Au 30 juin 1999 et au 30 juin 2000)

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Autres mouvements <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		
			Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total						
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	
Afghanistan	5								1				1					4	
Afrique du Sud	9	4	1					1				1		1				9	4
Albanie	1																	1	
Algérie	10	1			2	1	2	1	1				1					11	2
Allemagne	124	43	4	3	1	1	5	4	4	3	1		5	3	-1	-1		123	43
Andorre																			
Angola	1																	1	
Antigua-et-Barbuda	1	1																1	1
Arabie saoudite	7	5			1		1											8	5
Argentine	18	10			2		2											20	10
Arménie	5																	5	
Australie	31	14									2		2		-2	-1		27	13
Autriche	17	9							2	1			2	1				15	8
Azerbaïdjan			1				1											1	
Bahamas	7	6	1	1			1	1	1	1			1	1				7	6
Bahreïn																			
Bangladesh	10				1		1		1				1					10	
Barbade	3	2			1	1	1	1							-1			3	3
Bélarus	11																	11	
Belgique	22	8	1	1	1		2	1										24	9
Belize	1																	1	
Bénin	5	1																5	1
Bhoutan	4								1				1					3	
Bolivie	2	1	3	1	2	1	5	2	1				1					6	3
Bosnie-Herzégovine					1		1											1	

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Autres mouvements <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000	
			Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total					
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F
Botswana	3	2									1	1	1	1			2	1
Brésil	33	13	1	1	1		2	1	1	1			1	1	1		35	13
Brunéi Darussalam																		
Bulgarie	13	3															13	3
Burkina Faso	7	2			1	1	1	1								-1	7	3
Burundi	7	2															7	2
Cambodge	2	1															2	1
Cameroun	18	5															18	5
Canada	55	23			2	1	2	1	4	2	2	1	6	3	1		52	21
Cap-Vert	3																3	
Chili	32	14							1				1				31	14
Chine	39	19			2		2		1		1		2		1		40	19
Chypre	4																4	
Colombie	10	3							1				1				9	3
Comores	1																1	
Congo	4								1				1				3	
Costa Rica	5	1							1		1		2				3	1
Côte d'Ivoire	11	2							2	1			2	1	1		10	1
Croatie	6	4															6	4
Cuba	9	2							1		1		2				7	2
Danemark	8	2	1	1			1	1									9	3
Djibouti	2		2	1			2	1									4	1
Dominique	2	2	1				1								-1	-1	2	1
Égypte	14	3													1	1	15	4
El Salvador	9	3			1	1	1	1							-1		9	4
Émirats arabes unis	1	1							1	1			1	1				
Équateur	5	2	2				2										7	2
Érythrée	4	2	1				1								2		7	2

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Autres mouvements <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000	
			Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total					
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F		
Espagne	44	20	4	1			4	1	3				3		1	1	46	22
Estonie	4	2															4	2
États-Unis d'Amérique	345	187			6	2	6	2	17	5	6	2	23	7	-3	-1	325	181
Éthiopie	21	5							3	1			3	1	-1		17	4
Ex-République yougoslave de Macédoine	4	1															4	1
Fédération de Russie	122	15							2				2		-1		119	15
Fidji	1		1				1										2	
Finlande	13	6									1	1	1	1	-1	-1	11	4
France	105	45	2	2	4	2	6	4	6	2	1		7	2	-2		102	47
Gabon	2																2	
Gambie	5																5	
Géorgie	3																3	
Ghana	11	4			1	1	1	1	2				2		-1		9	5
Grèce	10	6													-2	-1	8	5
Grenade	2																2	
Guatemala	5	1			1	1	1	1	1				1				5	2
Guinée	4	1									1		1				3	1
Guinée-Bissau																		
Guinée équatoriale	2																2	
Guyana	14	9			1	1	1	1	2	1			2	1	1	1	14	10
Haiti	4	2															4	2
Honduras	2																2	
Hongrie	8	2															8	2
Îles Marshall																		
Îles Salomon			1				1										1	
Inde	42	13							2	1	1	1	3	2	2	4	41	15
Indonésie	7	2			1		1				1		1		-1		6	2
Iran (République islamique d')	12	7									1		1				11	7

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Autres mouvements <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		
			Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total						
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	
Iraq	8	2							1				1					7	2
Irlande	13	7			1		1				1	1	1	1	-2	-2		11	4
Islande	5								1				1		-1			3	
Israël	11	4							1				1					11	4
Italie	64	22	9	7	3		12	7	2	1	1		3	1				73	28
Jamahiriya arabe libyenne	4																	4	
Jamaïque	14	7													-1			13	7
Japon	106	61	5	5			5	5	4	3	1		5	3		-1		106	62
Jordanie	11	1							1				1					10	1
Kazakhstan	1																	1	
Kenya	13	4			1	1	1	1	1				1		1	2		14	7
Kirghizistan																			
Kiribati																			
Koweït					2	2	2	2										2	2
Lesotho	7	5							2	2			2	2				5	3
Lettonie	3	1																3	1
Liban	14	5			1	1	1	1							1			16	6
Libéria	7	5																7	5
Liechtenstein																			
Lituanie	4	3													1			5	3
Luxembourg	3	1	1				1											4	1
Madagascar	7	1			1	1	1	1										8	2
Malaisie	11	5			1	1	1	1	2				2					10	6
Malawi	7				1		1								-1			7	
Maldives			1				1											1	
Mali	9	1									1		1					8	1
Malte	3								1				1		-1			1	
Maroc	8	3							1				1					7	3



Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Autres mouvements <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000			
			Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total							
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F		
Maurice	6								2				2					4		
Mauritanie	4																	4		
Mexique	23	11																23	11	
Micronésie (États fédérés de)					1			1										1		
Monaco																				
Mongolie	4	2																4	2	
Mozambique					1			1										1		
Myanmar	4	1							1				1		-1			2	1	
Namibie	3	1	2					2										5	1	
Nauru																				
Népal	7																	7		
Nicaragua	6	4							1	1			1	1				5	3	
Niger	3	2							1				1		1			3	2	
Nigéria	13	3							1				1					12	3	
Norvège	4	1	1					1										5	1	
Nouvelle-Zélande	12	5																12	5	
Oman	2	1																2	1	
Ouganda	12	6			3	1		3	1	1	1	1	1	1	2	2		-1	13	4
Ouzbékistan																				
Pakistan	19	4											1		1		2	1	20	5
Palaos																				
Panama	3	1																3	1	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4																	4		
Paraguay	4	2	1	1				1	1									5	3	
Pays-Bas	29	5			1			1		1				1				29	5	
Pérou	16	6														-1		15	6	
Philippines	61	36								4	2			4	2	-1		56	34	
Pologne	15	2										1		1		-1		13	2	

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Autres mouvements <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000	
			Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total					
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F
Portugal	6	2	2	1	1		3	1									9	3
Qatar	2										1		1				1	
République arabe syrienne	8	3			1		1								2	2	11	5
République centrafricaine	3																3	
République de Corée	23	7			1	1	1	1			1		1				23	8
République démocratique du Congo	7	2							2				2				5	2
République démocratique populaire lao					1		1										1	
République de Moldova																		
République dominicaine	5	1													-1		4	1
République populaire démocratique de Corée	1																1	
République tchèque	9	3															9	3
République-Unie de Tanzanie	11	6							1	1			1	1			10	5
Roumanie	4		5	1	1	1	6	2									10	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	85	31	5	4	5	1	10	5	2	1	3		5	1			90	35
Rwanda	6	1	1				1										7	1
Sainte-Lucie	4	2															4	2
Saint-Kitts-et-Nevis	6	4															6	4
Saint-Marin																		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	5	2															5	2
Samoa	1														-1			
Sao Tomé-et-Principe																		
Sénégal	14	5			1		1										15	5
Seychelles	2																2	
Sierra Leone	7	2			2	1	2	1									9	3
Singapour	9	4			1		1										10	4
Slovaquie	5																5	
Slovénie	1		1	1			1	1							1		3	1

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Autres mouvements <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000	
			Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total					
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F
Somalie	7	2			1		1		2	1			2	1			6	1
Soudan	9	1							1				1				8	1
Sri Lanka	7	3			1		1		1				1				7	3
Suède	19	8	1	1	1	1	2	2	1	1	2	1	3	2			18	8
Suriname	2	1			1		1										3	1
Swaziland	3	1			1		1										4	1
Tadjikistan																		
Tchad	3																3	
Thaïlande	27	15							1	1			1	1	1		27	14
Togo	5														-1		4	
Tonga																		
Trinité-et-Tobago	15	10			1	1	1	1	1				1		-1	-1	14	10
Tunisie	10	1			1		1		2				2				9	1
Turkménistan																		
Turquie	11	5	1	1	1	1	2	2	1	1			1	1			12	6
Ukraine	22	2							1		2		3				19	2
Uruguay	10	2									1		1		1		10	2
Vanuatu																		
Venezuela	13	9	3	1			3	1	1	1			1	1			15	9
Viet Nam	5	2							1	1			1	1			4	1
Yémen	3				1		1										4	
Yougoslavie	10	2									1	1	1	1			9	1
Zambie	3				2		2								1	1	6	1
Zimbabwe	7	1															7	1
<b>Total partiel</b>	<b>2 395</b>	<b>915</b>	<b>66</b>	<b>35</b>	<b>75</b>	<b>28</b>	<b>141</b>	<b>63</b>	<b>111</b>	<b>38</b>	<b>40</b>	<b>10</b>	<b>151</b>	<b>48</b>	<b>-9</b>	<b>2</b>	<b>2 376</b>	<b>932</b>

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Autres mouvements <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		
			Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total						
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	
<i>Autre origine</i>																			
Apatrides	3								1				1					-1	1
Palestine																			
Suisse	11	4																	11 4
Tuvalu	1																		1
<b>Total partiel</b>	<b>15</b>	<b>4</b>							<b>1</b>				<b>1</b>					<b>-1</b>	<b>13 4</b>
<b>Total général</b>	<b>2 410</b>	<b>919</b>	<b>66</b>	<b>35</b>	<b>75</b>	<b>28</b>	<b>141</b>	<b>63</b>	<b>112</b>	<b>38</b>	<b>40</b>	<b>10</b>	<b>152</b>	<b>48</b>	<b>-10</b>	<b>2</b>	<b>2 389</b>	<b>936</b>	

<sup>a</sup> Y compris les démissions, départs à la retraite, expirations d'engagements pour une durée déterminée et tous autres départs.

<sup>b</sup> Résultat net des mouvements de personnel :

1. Entre postes soumis à la répartition géographique et postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales;
2. Dus à des congés sans solde, ou à des réintégrations de poste après un congé sans solde;
3. Dus à des détachements ou affectations auprès de projets d'assistance technique, ou à des réintégrations de poste après ce type de détachement ou d'affectation;
4. Dus à des détachements auprès du PNUD ou d'autres organismes des Nations Unies, ou à des réintégrations de poste après ce type de détachement;
5. Dus à un passage de la catégorie des agents des services généraux à celle des administrateurs;
6. Dus à un changement de nationalité.

Tableau 5  
**Nombre de fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales,  
 par nationalité, par classe et par sexe**

(Au 30 juin 1999 et au 30 juin 2000)

Pays	Total général 30 juin 1999	Total femmes 30 juin 1999	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total femmes 30 juin 2000	Total général 30 juin 2000
			H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Allemagne	4	3		1		1	1	2					4	5
Algérie	6	0	1		1		1		3				0	5
Argentine	25	12	2	4	5	4	6	4					12	25
Autriche	2	1	2										0	2
Bélarus	6	0			2		4						0	6
Belgique	15	8	2	2	5	3		4					9	16
Bénin	2	0			1		1						0	2
Brésil	1	1						1					1	1
Bulgarie	1	0	1										0	1
Burkina Faso	1	0					1		1				0	2
Cameroun	1	0					1						0	1
Canada	10	6			3	4	3	2		1			7	13
Chili	11	5	2	2	1	2	3			1			5	11
Chine	129	34	12	5	45	13	39	14	2	2			34	132
Colombie	8	7	1	2		3		1					6	7
Costa Rica	1	1						1					1	1
Côte d'Ivoire	1	0					1						0	1
Cuba	6	3		1	1	2	2		1				3	7
Égypte	55	18	9	2	17	9	8	6					17	51
Équateur	2	1		1									1	1
Espagne	35	14	3	3	10	3	5	6	2	1			13	33
États-Unis d'Amérique	78	44	3	9	18	15	11	20		1			45	77
Fédération de Russie	141	7	20		57	2	57	3	1	2			7	142
France	119	83	9	15	13	34	9	27	1				76	108
Ghana	2	0			2								0	2
Guatemala	1	1				1							1	1
Guyana	3	2			1	1		1					2	3
Inde	1	1						1					1	1
Iran (République islamique d')	1	1						1					1	1
Iraq	2	1			1			1					1	2
Irlande	1	1						1					1	1
Israël	2	0	1					1					0	2
Jamahiriya arabe libyenne	0	0						1					0	1
Jamaïque	2	2				2							2	2
Jordanie	5	2	2		1			2					2	5

Pays	Total général 30 juin 1999	Total femmes 30 juin 1999	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total femmes 30 juin 2000	Total général 30 juin 2000
			H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Kazakhstan	1	0	1										0	1
Kenya	1	0							1				0	1
Liban	11	6			1	3	3	2					5	9
Madagascar	1	1						1					1	1
Malaisie	1	0			1								0	1
Mali	1	0			1								0	1
Maroc	9	1			2		4		2	1			1	9
Maurice	1	1								1			1	1
Mexique	4	4		2				2					4	4
Panama	1	0			1								0	1
Paraguay	1	1						1					1	1
Pérou	5	3			1	2	1	1					3	5
République arabe syrienne	15	5	2		6	2	2	4					6	16
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	58	27	4	13	14	9	10	5		1			28	56
Sénégal	5	0			1		4						0	5
Soudan	9	0	1		4		5		1	1			1	12
Suède	1	1						1					1	1
Trinité-et-Tobago	3	2	1			1		1					2	3
Tunisie	15	3	2		7	3	3		1				3	16
Ukraine	8	0			1		6						0	7
Uruguay	6	4	1		1	2		3					5	7
Yémen	1	0			1								0	1
Zimbabwe	0	0			1								0	1
<b>Total partiel</b>	<b>838</b>	<b>318</b>	<b>82</b>	<b>62</b>	<b>227</b>	<b>121</b>	<b>195</b>	<b>119</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>314</b>	<b>831</b>
Palestine	2	0			2								0	2
Suisse	6	4		1	1	3	1						4	6
<b>Total partiel</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>8</b>
<b>Total général</b>	<b>846</b>	<b>322</b>	<b>82</b>	<b>63</b>	<b>230</b>	<b>124</b>	<b>196</b>	<b>119</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>318</b>	<b>839</b>

Tableau 6  
**Nombre d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur expressément recrutés pour des missions, par nationalité, par classe et par sexe**  
 (Au 30 juin 1999 et 30 juin 2000)

<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999</i>		<i>SGA</i>		<i>SSG</i>		<i>D-2</i>		<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>P-1</i>		<i>Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000</i>		
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total		
Afghanistan	2																					2	
Afrique du Sud	1										1		1					1				1	3
Albanie	1												1										1
Algérie	1	1													1								1
Allemagne	11	6			2						1		2	1	1	1	1	2				4	11
Argentine	4	2									1			1	1							1	3
Australie	12								1				5		5	1				1		1	13
Autriche	4	1												1	2							1	3
Bangladesh	1										1				1		1						3
Barbade															1	1						1	2
Belgique	6						1						2	1	2			1				2	7
Bénin	1	1					1				1												2
Bolivie	3										1		1		2								4
Brésil	3	1													3								3
Bulgarie	3												1	1								1	2
Burkina Faso	2										1												1
Burundi	2														1								1
Cameroun	3												1										1
Canada	20	3			1				1				9		3	2	1	1				3	18
Chili	3	1													1	1						1	2
Chine	3	1													1	1						1	2
Colombie	4	1											1				1					1	2
Congo															1	1						1	2
Costa Rica	2														1								1

Pays dont le fonctionnaire a la nationalité	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F	Total	
Côte d'Ivoire	4	2											1		2	2	1					2	6
Croatie	1	1																					
Cuba																	1						1
Danemark	2						1						1		2								4
Égypte	2												2										2
El Salvador	3												1		1								2
Équateur	1																1						1
Espagne	7	3							1		1		1		2	2	2	3				5	12
États-Unis d'Amérique	46	23	2		1				1		3		4	4	10	8	4	5				17	42
Éthiopie	6						1				2		4		1								8
Ex-République yougoslave de Macédoine	1												1										1
Fédération de Russie	10								1				2	1	3			1				2	8
Fidji	2										1												1
Finlande	5												1				1						2
France	18	8	1						1		1		1	1	3	5	1	2				8	16
Gabon	2																						
Gambie	1												1										1
Ghana	7				1								1		2								4
Grèce	2	1							1						1			1				1	3
Guinée	2										1				1								2
Guyana	2	2					1					2										2	3
Honduras															1		1						2
Hongrie	1																						
Inde	20	3			1		1		1					6	8		1						18
Iran (République islamique d')	1										1												1
Iraq															2								2
Irlande	6	1			1								1		3	1		1				2	7
Italie	11	2			1				1		1				3	1	2	1				2	10



Pays dont le fonctionnaire a la nationalité	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F	Total	
Jamaïque	2	2																					
Japon	2	1											2			1		1				2	4
Jordanie	2															1							1
Kenya	4	2											2		2			2				2	6
Liban	2															1	1					1	2
Libéria	4								1		1				2		1						5
Malaisie	1	1																					
Mali	3														1								1
Malte	1	1																					
Mauritanie	1												1										1
Mexique													1										1
Myanmar	1				1											1							2
Népal	2						1						2										3
Niger	2										1				1								2
Nigéria	9	1	2						1		2		2	1			1					1	9
Norvège	3	1	1										1										2
Nouvelle-Zélande	9	5			1						1			2	2							2	6
Ouganda	2						1									1							2
Pakistan	3															1		1					2
Panama	1	1																1				1	1
Pays-Bas	2						1						1		1			1				1	4
Pérou	2	1									1		1		1		1	1				1	5
Philippines	3	2										1				1						2	2
Pologne	4	1					1					1		1	1	2						1	6
Portugal	1															1							1
République dominicaine	1	1														1						1	1
République démocratique du Congo	1															1							1
République arabe syrienne	2								1								1						2

<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999</i>		<i>SGA</i>		<i>SSG</i>		<i>D-2</i>		<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>P-1</i>		<i>Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000</i>		
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F	Total	
République de Corée	1	1																					
République-Unie de Tanzanie	3	1											1		2	1	1					1	5
République tchèque	1	1															1					1	1
Roumanie	2	1														1						1	1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	27	9					2					2	1	2	2	6		1	2			5	18
Rwanda	2													2									2
Samoa												1											1
Sao Tomé-et-Principe	1																						
Sénégal	3	1					1						1	2								1	4
Sierra Leone	3	1												1	1							1	2
Slovaquie	1	1																					
Slovénie	1																						
Somalie	2											1	2										3
Soudan	7	2										1	2			1				1		1	5
Sri Lanka	2													1									1
Suède	3											2	1		2								5
Thaïlande	1	1														1						1	1
Tchad	1															1							1
Togo	3	1												2	1							1	3
Trinité-et-Tobago	2	1												1		1						1	2
Tunisie	1		1											1		1							3
Turquie	2								1														1
Ukraine	3													2									2
Uruguay	2															1							1
Venezuela	2													1		1						1	2
Yémen														1									1
Yougoslavie	2											1											1

<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Nombre de fonctionnaires au 30 juin 1999</i>		<i>SGA</i>		<i>SSG</i>		<i>D-2</i>		<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>P-1</i>		<i>Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000</i>		
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F	Total	
Zimbabwe	3																	1					1
<b>Total partiel</b>	<b>406</b>	<b>105</b>	<b>7</b>		<b>10</b>		<b>13</b>		<b>13</b>		<b>33</b>	<b>5</b>	<b>87</b>	<b>20</b>	<b>100</b>	<b>36</b>	<b>31</b>	<b>29</b>	<b>2</b>		<b>90</b>	<b>386</b>	
Autre origine																							
Suisse	2										1		1			1						1	3
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>										<b>1</b>		<b>1</b>			<b>1</b>					<b>1</b>	<b>3</b>	
<b>Total général</b>	<b>408</b>	<b>105</b>	<b>7</b>		<b>10</b>		<b>13</b>		<b>13</b>		<b>34</b>	<b>5</b>	<b>88</b>	<b>20</b>	<b>100</b>	<b>37</b>	<b>31</b>	<b>29</b>	<b>2</b>		<b>91</b>	<b>389</b>	

**Tableau 7**  
**Fourchette souhaitable et répartition pondérée des postes soumis à la répartition géographique et situation effective et pondérée, par État Membre**

(Au 30 juin 2000)

<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup> (%)</i>	<i>Fourchette souhaitable<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Afghanistan	0,003	1-14	5,99	4	76-1 062	433,40	316
Afrique du Sud	0,366	7-16	11,64	9	498-1 226	861,83	538
Albanie	0,003	1-14	5,66	1	76-1 062	408,15	61
Algérie	0,086	3-14	7,42	11	178-1 062	541,96	1 063
Allemagne	9,857	126-171	148,31	123	9 546-12 916	11 230,93	9 199
Andorre	0,004	1-14	5,59	0	76-1 062	402,98	0
Angola	0,010	1-14	5,94	1	76-1 062	429,71	75
Antigua-et-Barbuda	0,002	1-14	5,56	1	76-1 062	400,80	104
Arabie saoudite	0,562	9-19	14,02	8	678-1 406	1 042,21	631
Argentine	1,103	17-27	22,11	20	1 292-2 020	1 656,00	1 694
Arménie	0,006	1-14	5,70	5	76-1 062	410,97	250
Australie	1,483	22-32	27,15	27	1 675-2 403	2 039,05	2 285
Autriche	0,942	14-24	19,18	15	1 070-1 798	1 434,13	1 106
Azerbaïdjan	0,011	1-14	5,86	1	76-1 062	423,35	50
Bahamas	0,015	1-14	5,75	7	76-1 062	415,29	372
Bahreïn	0,017	1-14	5,79	0	76-1 062	418,04	0
Bangladesh	0,010	4-14	8,44	10	255-1 062	619,29	858
Barbade	0,008	1-14	5,65	3	76-1 062	407,64	227
Bélarus	0,057	2-14	6,57	11	113-1 062	477,50	815
Belgique	1,104	17-26	21,55	24	1 249-1 978	1 613,49	1 968
Belize	0,001	1-14	5,55	1	76-1 062	400,00	61
Bénin	0,002	1-14	5,69	5	76-1 062	410,85	333
Bhoutan	0,001	1-14	5,59	3	76-1 062	402,97	225
Bolivie	0,007	1-14	5,81	6	76-1 062	419,49	352
Bosnie-Herzégovine	0,005	1-14	5,70	1	76-1 062	411,02	61
Botswana	0,010	1-14	5,71	2	76-1 062	412,01	111
Brésil	1,471	25-35	30,16	35	1 903-2 631	2 266,69	2 797
Brunéi Darussalam	0,020	1-14	5,82	0	76-1 062	420,74	0
Bulgarie	0,011	1-14	5,87	13	76-1 062	424,34	970
Burkina Faso	0,002	1-14	5,80	7	76-1 062	418,66	533
Burundi	0,001	1-14	5,69	7	76-1 062	410,20	461
Cambodge	0,001	1-14	5,80	2	76-1 062	418,82	136
Cameroun	0,013	1-14	6,04	18	76-1 062	436,69	1 359
Canada	2,732	38-52	45,27	52	2 902-3 926	3 413,60	4 233
Cap-Vert	0,002	1-14	5,57	3	76-1 062	401,39	213

<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup> (%)</i>	<i>Fourchette souhaitable<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonction- naires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Chili	0,136	3-14	7,81	31	207-1 062	571,01	2 119
Chine	0,995	40-55	47,61	40	3 052-4 129	3 590,73	3 223
Chypre	0,034	1-14	6,04	4	76-1 062	436,70	430
Colombie	0,109	3-14	8,00	9	221-1 062	585,47	750
Comores	0,001	1-14	5,56	1	76-1 062	400,71	75
Congo	0,003	1-14	5,64	3	76-1 062	406,46	227
Costa Rica	0,016	1-14	5,83	3	76-1 062	421,50	226
Côte d'Ivoire	0,009	1-14	5,98	10	76-1 062	432,33	696
Croatie	0,030	1-14	6,06	6	76-1 062	438,76	347
Cuba	0,024	1-14	6,12	7	79-1 062	443,26	501
Danemark	0,692	11-20	15,55	9	794-1 522	1 158,22	652
Djibouti	0,001	1-14	5,56	4	76-1 062	400,65	266
Dominique	0,001	1-14	5,55	2	76-1 062	399,72	125
Égypte	0,065	3-14	7,92	15	216-1 062	580,04	1 473
El Salvador	0,012	1-14	5,84	9	76-1 062	421,68	511
Émirats arabes unis	0,178	3-14	8,14	0	232-1 062	596,22	0
Équateur	0,020	1-14	6,09	7	77-1 062	440,70	424
Érythrée	0,001	1-14	5,63	7	76-1 062	405,62	411
Espagne	2,591	37-50	43,46	46	2 784-3 767	3 275,88	3 059
Estonie	0,012	1-14	5,74	4	76-1 062	413,94	211
États-Unis d'Amérique	25,000	314-424	369,03	325	23 781-32 174	27 977,64	25 554
Éthiopie	0,006	2-14	6,95	17	142-1 062	505,77	1 121
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,004	1-14	5,63	4	76-1 062	406,22	200
Fédération de Russie	1,077	19-29	24,18	119	1 449-2 178	1 813,56	9 174
Fidji	0,004	1-14	5,61	2	76-1 062	404,19	154
Finlande	0,543	9-18	13,41	11	632-1 360	996,32	860
France	6,545	85-115	100,43	102	6 459-8 738	7 598,56	7 829
Gabon	0,015	1-14	5,77	2	76-1 062	416,79	122
Gambie	0,001	1-14	5,57	5	76-1 062	401,67	521
Géorgie	0,007	1-14	5,74	3	76-1 062	414,62	225
Ghana	0,007	1-14	6,06	9	76-1 062	438,35	790
Grèce	0,351	6-16	10,78	8	433-1 161	797,03	623
Grenade	0,001	1-14	5,55	2	76-1 062	399,76	111
Guatemala	0,018	1-14	6,03	5	76-1 062	436,21	333
Guinée	0,003	1-14	5,74	3	76-1 062	414,11	197
Guinée-Bissau	0,001	1-14	5,57	0	76-1 062	401,55	0
Guinée équatoriale	0,001	1-14	5,56	2	76-1 062	400,32	125
Guyana	0,001	1-14	5,57	14	76-1 062	401,03	1 138

<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup> (%)</i>	<i>Fourchette souhaitable<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonction- naires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Haïti	0,002	1-14	5,73	4	76-1 062	413,55	359
Honduras	0,003	1-14	5,71	2	76-1 062	412,17	111
Hongrie	0,120	3-14	7,47	8	182-1 062	545,73	605
Îles Marshall	0,001	1-14	5,55	0	76-1 062	399,71	0
Îles Salomon	0,001	1-14	5,56	1	76-1 062	400,30	50
Inde	0,299	27-36	31,34	41	1 992-2 721	2 356,49	2 985
Indonésie	0,188	8-18	12,75	6	582-1 311	946,42	534
Iran (République islamique d')	0,161	4-14	9,20	11	313-1 062	676,88	979
Iraq	0,032	2-14	6,47	7	106-1 062	469,91	571
Irlande	0,224	4-14	8,82	11	284-1 062	647,78	929
Islande	0,032	1-14	6,00	3	76-1 062	433,69	243
Israël	0,350	6-15	10,67	11	424-1 152	788,28	833
Italie	5,437	72-97	84,55	73	5 435-7 353	6 393,94	5 370
Jamahiriya arabe libyenne	0,124	3-14	7,42	4	178-1 062	542,03	332
Jamaïque	0,006	1-14	5,67	13	76-1 062	409,29	921
Japon	20,573	257-348	302,53	106	19 492-26 372	22 932,00	7 237
Jordanie	0,006	1-14	5,76	10	76-1 062	415,63	758
Kazakhstan	0,048	2-14	6,58	1	114-1 062	478,05	91
Kenya	0,007	1-14	6,28	14	91-1 062	454,91	1 136
Kirghizistan	0,006	1-14	5,72	0	76-1 062	412,84	0
Kiribati	0,000	1-14	5,54	0	76-1 062	398,65	0
Koweït	0,128	3-14	7,41	2	177-1 062	540,80	179
Lesotho	0,002	1-14	5,61	5	76-1 062	404,15	333
Lettonie	0,017	1-14	5,83	3	76-1 062	421,08	161
Liban	0,016	1-14	5,83	16	76-1 062	421,24	1 173
Libéria	0,002	1-14	5,62	7	76-1 062	405,17	534
Liechtenstein	0,006	1-14	5,62	0	76-1 062	405,08	0
Lituanie	0,015	1-14	5,83	5	76-1 062	421,02	308
Luxembourg	0,068	2-14	6,51	4	109-1 062	473,00	233
Madagascar	0,003	1-14	5,91	8	76-1 062	427,10	593
Malaisie	0,183	4-14	8,64	10	270-1 062	634,38	955
Malawi	0,002	1-14	5,79	7	76-1 062	418,09	515
Maldives	0,001	1-14	5,55	1	76-1 062	400,06	50
Mali	0,002	1-14	5,80	8	76-1 062	418,68	649
Malte	0,014	1-14	5,74	1	76-1 062	414,34	104
Maroc	0,041	2-14	6,73	7	126-1 062	489,73	602
Maurice	0,009	1-14	5,69	4	76-1 062	410,23	441
Mauritanie	0,001	1-14	5,60	4	76-1 062	403,85	301

<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup> (%)</i>	<i>Fourchette souhaitable<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonction- naires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Mexique	0,995	17-27	21,89	23	1 275-2 003	1 639,28	1 837
Micronésie (États fédérés de)	0,001	1-14	5,55	1	76-1 062	399,79	50
Monaco	0,004	1-14	5,59	0	76-1 062	402,91	0
Mongolie	0,002	1-14	5,61	4	76-1 062	404,73	244
Mozambique	0,001	1-14	5,92	1	76-1 062	428,06	104
Myanmar	0,008	2-14	6,63	2	118-1 062	482,06	195
Namibie	0,007	1-14	5,67	5	76-1 062	408,91	261
Nauru	0,001	1-14	5,55	0	76-1 062	399,62	0
Népal	0,004	1-14	6,07	7	76-1 062	439,60	573
Nicaragua	0,001	1-14	5,65	5	76-1 062	407,69	308
Niger	0,002	1-14	5,78	3	76-1 062	417,52	215
Nigéria	0,032	4-14	8,35	12	248-1 062	612,26	957
Norvège	0,610	10-19	14,35	5	704-1 432	1 067,79	336
Nouvelle-Zélande	0,221	4-14	8,78	12	280-1 062	644,67	1 064
Oman	0,051	2-14	6,31	2	94-1 062	457,70	222
Ouganda	0,004	1-14	6,06	13	76-1 062	438,24	1 027
Ouzbékistan	0,025	2-14	6,42	0	102-1 062	466,10	0
Pakistan	0,059	5-14	9,66	20	348-1 076	711,81	1 599
Palaos	0,001	1-14	5,55	0	76-1 062	399,63	0
Panama	0,013	1-14	5,78	3	76-1 062	417,27	240
Papouasie-Nouvelle- Guinée	0,007	1-14	5,73	4	76-1 062	413,85	233
Paraguay	0,014	1-14	5,85	5	76-1 062	422,48	356
Pays-Bas	1,632	24-34	29,22	29	1 831-2 560	2 195,57	2 219
Pérou	0,099	3-14	7,50	15	183-1 062	547,65	1 153
Philippines	0,081	4-14	8,36	56	249-1 062	612,84	3 838
Pologne	0,196	4-14	9,19	13	312-1 062	676,22	1 045
Portugal	0,431	7-17	11,91	9	519-1 247	882,74	533
Qatar	0,033	1-14	6,02	1	76-1 062	435,23	61
République arabe syrienne	0,064	2-14	6,79	11	130-1 062	494,19	740
République centrafricaine	0,001	1-14	5,62	3	76-1 062	405,46	197
République de Corée	1,006	16-26	20,95	23	1 204-1 932	1 568,10	1 371
République démocratique du Congo	0,007	2-14	6,72	5	125-1 062	488,78	377
République démocratique populaire lao	0,001	1-14	5,66	1	76-1 062	408,29	75
République de Moldova	0,010	1-14	5,77	0	76-1 062	416,73	0
République dominicaine	0,015	1-14	5,95	4	76-1 062	430,48	316

<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup> (%)</i>	<i>Fourchette souhaitable<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonction- naires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
République populaire démocratique de Corée	0,015	1-14	6,26	1	90-1 062	454,07	50
République tchèque	0,107	2-14	7,29	9	168-1 062	531,93	736
République-Unie de Tanzanie	0,003	1-14	6,29	10	92-1 062	455,78	900
Roumanie	0,056	2-14	6,83	10	133-1 062	497,13	547
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	5,092	68-92	79,65	90	5 119-6 925	6 021,79	7 127
Rwanda	0,001	1-14	5,69	7	76-1 062	410,71	413
Sainte-Lucie	0,001	1-14	5,55	4	76-1 062	399,85	301
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	1-14	5,55	6	76-1 062	399,67	344
Saint-Marin	0,002	1-14	5,56	0	76-1 062	400,73	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	1-14	5,55	5	76-1 062	399,79	322
Samoa	0,001	1-14	5,55	0	76-1 062	399,88	0
Sao Tomé-et-Principe	0,001	1-14	5,55	0	76-1 062	399,84	0
Sénégal	0,006	1-14	5,82	15	76-1 062	420,23	1 246
Seychelles	0,002	1-14	5,56	2	76-1 062	400,81	166
Sierra Leone	0,001	1-14	5,65	9	76-1 062	407,29	752
Singapour	0,179	3-14	8,18	10	235-1 062	599,23	969
Slovaquie	0,035	1-14	6,15	5	81-1 062	445,56	308
Slovénie	0,061	2-14	6,45	3	104-1 062	468,03	285
Somalie	0,001	1-14	5,75	6	76-1 062	415,14	469
Soudan	0,007	1-14	6,26	8	90-1 062	453,71	676
Sri Lanka	0,012	1-14	6,12	7	79-1 062	443,12	566
Suède	1,079	16-26	21,16	18	1 220-1 948	1 584,08	1 561
Suriname	0,004	1-14	5,60	3	76-1 062	403,55	186
Swaziland	0,002	1-14	5,58	4	76-1 062	402,29	276
Tadjikistan	0,004	1-14	5,72	0	76-1 062	413,12	0
Tchad	0,001	1-14	5,71	3	76-1 062	411,83	227
Thaïlande	0,170	5-14	9,32	27	322-1 062	685,93	1 749
Togo	0,001	1,14	5,64	4	76-1 062	407,00	329
Tonga	0,001	1-14	5,55	0	76-1 062	399,76	0
Trinité-et-Tobago	0,016	1-14	5,79	14	76-1 062	418,03	935
Tunisie	0,028	1-14	6,14	9	80-1 062	444,60	836
Turkménistan	0,006	1-14	5,73	0	76-1 062	413,20	0
Turquie	0,440	8-18	13,23	12	618-1 347	982,65	1 053
Ukraine	0,190	5,14	9,37	19	325-1 062	689,62	1 399
Uruguay	0,048	1-14	6,29	10	92-1 062	456,13	899
Vanuatu	0,001	1-14	5,55	0	76-1 062	399,91	0



<i>Pays dont le fonctionnaire a la nationalité</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup> (%)</i>	<i>Fourchette souhaitable<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonction- naires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Venezuela	0,160	4-14	8,34	15	247-1 062	611,54	1 017
Viet Nam	0,007	3-14	7,35	4	172-1 062	536,61	302
Yémen	0,010	1-14	6,05	4	76-1 062	438,09	345
Yougoslavie	0,026	1-14	6,14	9	80-1 062	444,58	641
Zambie	0,002	1-14	5,76	6	76-1 062	415,46	472
Zimbabwe	0,009	1-14	5,94	7	76-1 062	429,62	572
<b>Total</b>	<b>100,002</b>			<b>2 376</b>		<b>93 269,88</b>	

<sup>1</sup> Source : résolution 52/215 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1997.

<sup>2</sup> La fourchette souhaitable a été obtenue à partir de la méthode établie par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/220 du 21 décembre 1987.

<sup>3</sup> Le point médian a été calculé compte tenu des facteurs « qualité de membre », « population » et « contribution ».

<sup>4</sup> Les chiffres ne comprennent pas les 13 fonctionnaires originaires d'États non membres.

Tableau 8

**Répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, par département ou bureau et par classe****A. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique**

(Au 30 juin 2000)

	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Bureau chargé du Programme Iraq du Secrétariat de l'ONU	1								1	1		1	1	1						3	3	6	50,0
Bureau de la coordination des affaires humanitaires					3	1	3		6	3	5	3	5	8		6				22	21	43	48,8
Bureau de liaison des commissions régionales								1	1											1	1	2	50,0
Bureau des affaires juridiques	1		1		3		5	4	10	6	6	7	13	5	4	4				43	26	69	37,7
Bureau des services de contrôle interne	1						2	2	6	2	11	8	7	3	5	3				32	18	50	36,0
Bureau du Représentant du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés												1		1						2	-	2	00,0
Cabinet du Secrétaire général	1	1	2	1	2	2	4	1	5	1	2	1	3	4		1				19	12	31	38,7
CEA	1					1	9	3	21	5	24	9	29	14	13	6				97	38	135	28,1
CEE						1	6	2	15	6	21	5	20	4	9	7				71	25	96	26,0
Centre des Nations Unies pour les établissements humains								1		5	2	9	4	6	2	1	1			22	9	31	29,0
Centre pour les droits de l'homme au Secrétariat de l'ONU		1				1		2	2	4	4	14	4	14	14	4	6			39	31	70	44,3
CEPALC	1				1		6	5	15	5	30	15	20	14	21	10				94	49	143	34,3
CESAO	1					1	5		16	5	15	3	2	15	4	6				43	30	73	41,1
CESAP	1					1	7	2	20	3	32	9	14	11	7	10				81	36	117	30,8
CNUCED	1		1		2	2	14	2	28	8	38	8	35	22	16	8				135	50	185	27,0
COCOVINU								1												-	1	1	100,0

	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Commission d'indemnisation des Nations Unies			1		1		1													3	-	3	00,0
Département de la gestion	1				1		2	2	3	5	2	5	1	2		2				10	16	26	61,5
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines				1	2	1	2	2	9	10	10	10	4	8	4	4				31	36	67	53,7
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité			1		4		2	3	7	6	14	17	13	14	3	5				44	45	89	50,6
Département de la gestion – Bureau des services de conférence et services d'appui			1		1		5	3	11	5	23	10	18	7	8	5				67	30	97	30,9
Département de l'information	1				4	1	6	7	21	14	34	31	27	43	22	22				115	118	233	50,6
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence	1		1		3		5	6	9	3	5	5	6	7		2				30	23	53	43,4
Département des affaires économiques et sociales	1		1	1	7	3	18	8	27	24	40	40	30	24	19	17				143	117	260	45,0
Département des affaires politiques	1		2		5	2	5	6	18	6	15	9	8	9	4	2				58	34	92	37,0
Département des opérations de maintien de la paix	1		1		4		4	1	6	6	12	13	9	8	3	7				40	35	75	46,7
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	1				1	1	4	2	13	3	16	9	16	10	2	3				53	28	81	34,6
Département des affaires de désarmement	1				1		2	1	2	6	5	2	4		2	1				17	10	27	37,0

	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux					1																1	1	2	50,0
Office des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et la prévention du crime	1				1		1	1	9	1	11	7	8	7	3	6					34	22	56	39,3
ONUG	1				1		7	5	6	5	13	9	21	11	8	11					57	41	98	41,8
ONUN							1		2	1	2		4	1	2	3					11	5	16	31,3
ONUUV					1	1	2	1	5	2	8	2	3	3	4	4					23	13	36	36,1
Organes interorganisations					1				2			1		2	1						4	3	7	42,9
PNUE	1				1				2	2	2	3		3	2	1					8	9	17	52,9
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>52</b>	<b>18</b>	<b>131</b>	<b>73</b>	<b>305</b>	<b>151</b>	<b>420</b>	<b>250</b>	<b>342</b>	<b>276</b>	<b>171</b>	<b>163</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 453</b>	<b>936</b>	<b>2 389</b>	<b>39,2</b>		

## B. Administrateurs occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales

(Au 30 juin 2000)

Département/bureau	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Bureau chargé du Programme Iraq du Secrétariat de l'ONU															
Bureau de la coordination des affaires humanitaires															
Bureau de liaison des commissions régionales															
Bureau des affaires juridiques				1		3		1				5	5	100,0	
Bureau des services de contrôle interne															
Bureau du Représentant du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés															
Cabinet du Secrétaire général						1						1	1	100,0	
CEA			1		5	1	1					7	1	8	12,5
CEE					1	3						1	3	4	75,0
Centre des Nations Unies pour les établissements humains															
Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat de l'ONU															
CEPALC				2	1	2	1	1				2	5	7	71,4
CESAO			2		2	1						4	1	5	20,0
CESAP	1		5	1	9	1		1				15	3	18	16,7
CNUCED						1						1	1	1	100,0
COCOVINU															
Commission d'indemnisation des Nations Unies															
Département de la gestion															
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines															
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité				1								1	1	1	100,0
Département de la gestion – Bureau des services de conférence et services d'appui															
Département de l'information					1							1		1	
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence	53	40	132	70	109	82	7	6				301	198	499	39,7
Département des affaires économiques et sociales															
Département des affaires politiques															
Département des opérations de maintien de la paix															

Département/bureau	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	1				1	1					2	1	3	33,3
Département des affaires de désarmement														
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux														
Office des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et la prévention du crime														
ONUG	23	21	65	37	54	17	4	2			146	77	223	34,5
ONUN			3	1	2	1		1			5	3	8	37,5
ONUV	4	2	22	11	11	5					37	18	55	
Organes interorganisations														
PNUE														
<b>Total</b>	<b>82</b>	<b>63</b>	<b>230</b>	<b>124</b>	<b>196</b>	<b>119</b>	<b>13</b>	<b>12</b>			<b>521</b>	<b>318</b>	<b>839</b>	<b>37,9</b>

### C. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique et des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales

(Au 30 juin 2000)

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Bureau chargé du Programme Iraq du Secrétariat de l'ONU	1								1	1		1	1	1						3	3	6	50,0
Bureau de la coordination des affaires humanitaires					3	1	3		6	3	5	3	5	8		6				22	21	43	48,8
Bureau de liaison des commissions régionales								1	1											1	1	2	50,0
Bureau des affaires juridiques	1		1		3		5	4	10	6	6	8	13	8	4	5				43	31	74	41,9
Bureau des services de contrôle interne	1						2	2	6	2	11	8	7	3	5	3				32	18	50	36,0
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés											1		1							2	0	2	0,0
Cabinet du Secrétaire général	1	1	2	1	2	2	4	1	5	1	2	1	3	5		1			19	13	32	40,6	
CEA	1					1	9	3	21	5	25	9	34	15	14	6				104	39	143	27,3
CEE						1	6	2	15	6	21	5	21	7	9	7				72	28	100	28,0
Centre des Nations Unies pour les établissements humains							1		5	2	9	4	6	2	1	1				22	9	31	29,0
Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat de l'ONU		1			1		2	2	4	4	14	4	14	14	4	6				39	31	70	44,3
CEPALC	1				1		6	5	15	5	30	17	21	16	22	11				96	54	150	36,0
CESAO	1					1	5		16	5	17	3	4	16	4	6				47	31	78	39,7
CESAP	1					1	7	2	21	3	37	10	23	12	7	11				96	39	135	28,9
CNUCED	1		1		2	2	14	2	28	8	38	8	35	23	16	8				135	51	186	27,4
COCOVINU								1												0	1	1	100,0
Commission d'indemnisation des Nations Unies			1		1		1													3	0	3	0,0
Département de la gestion	1				1		2	2	3	5	2	5	1	2		2				10	16	26	61,5
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines				1	2	1	2	2	9	10	10	10	4	8	4	4				31	36	67	53,7
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité			1		4		2	3	7	6	14	18	13	14	3	5				44	46	90	51,1

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Département de la gestion – Bureau des services de conférence et services d'appui			1		1		5	3	11	5	23	10	18	7	8	5			67	30	97	30,9
Département de l'information	1				4	1	6	7	21	14	34	31	28	43	22	22			116	118	234	50,4
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence	1		1		3		5	6	62	43	137	75	115	89	7	8			331	221	552	40,0
Département des affaires économiques et sociales	1		1	1	7	3	18	8	27	24	40	40	30	24	19	17			143	117	260	45,0
Département des affaires politiques	1		2		5	2	5	6	18	6	15	9	8	9	4	2			58	34	92	37,0
Département des opérations de maintien de la paix	1		1		4		4	1	6	6	12	13	9	8	3	7			40	35	75	46,7
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	1				1	1	4	2	14	3	16	9	17	11	2	3			55	29	84	34,5
Département des affaires de désarmement	1				1		2	1	2	6	5	2	4		2	1			17	10	27	37,0
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux					1					1									1	1	2	50,0
Office des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et la prévention du crime	1				1		1	1	9	1	11	7	8	7	3	6			34	22	56	39,3
ONUG	1				1		7	5	29	26	78	46	75	28	12	13			203	118	321	36,8
ONUN							1		2	1	5	1	6	2	2	4			16	8	24	33,3
ONUV					1	1	2	1	9	4	30	13	14	8	4	4			60	31	91	34,1
Organes interorganisations					1				2			1		2	1				4	3	7	42,9
PNUE	1				1				2	2	2	3		3	2	1			8	9	17	52,9
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>52</b>	<b>18</b>	<b>131</b>	<b>73</b>	<b>387</b>	<b>214</b>	<b>650</b>	<b>374</b>	<b>538</b>	<b>395</b>	<b>184</b>	<b>175</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 974</b>	<b>1 254</b>	<b>3 228</b>	<b>38,8</b>



### D. Agents des services généraux et des catégories apparentées

(Au 30 juin 2000)

Département/bureau	Agents des services généraux					Agents des catégories apparentées				
	Femmes	Pourcentage	Hommes	Pourcentage	Total	Femmes	Pourcentage	Hommes	Pourcentage	Total
Bureau chargé du Programme Iraq du Secrétariat de l'ONU	23	76,7	7	23,3	30					
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	59	83,1	12	16,9	71					
Bureau de liaison des commissions régionales	2	100,0			2					
Bureau des affaires juridiques	63	92,6	5	7,4	68					
Bureau des services de contrôle interne	28	82,4	6	17,6	34					
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés	1	100			1					
Cabinet du Secrétaire général	43	84,3	8	15,7	51	1	100			1
CEA	155	49,4	159	50,6	314			3	100,0	3
CEE	59	79,7	15	20,3	74					
Centre des Nations Unies pour les établissements humains	79	79,0	21	21,0	100					
Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat de l'ONU	56	87,5	8	12,5	64					
CEPALC	182	58,3	130	41,7	312			1	100,0	1
CESAO	77	51,0	74	49,0	151					
CESAP	221	61,2	140	38,8	361					
CNUCED	139	82,2	30	17,8	169					
COCOVINU	7	38,9	11	61,1	18					
Commission d'indemnisation des Nations Unies	72	69,2	32	30,8	104					
Département de la gestion	40	81,6	9	18,4	49					
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines	103	81,7	23	18,3	126	16	94,1	1	5,9	17
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	123	67,2	60	32,8	183					
Département de la gestion – Bureau des services de conférence et services d'appui	160	51,3	152	48,7	312	17	6,4	248	93,6	265
Département de l'information	286	65,1	153	34,9	439	13	65,0	7	35,0	20
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence	327	61,5	205	38,5	532	6	7,1	78	92,9	84
Département des affaires économiques et sociales	217	75,6	70	24,4	287					
Département des affaires politiques	78	86,7	12	13,3	90	2	66,7	1	33,3	3
Département des opérations de maintien de la paix	104	70,7	43	29,3	147			7	100,0	7

<i>Département/bureau</i>	<i>Agents des services généraux</i>					<i>Agents des catégories apparentées</i>				
	<i>Femmes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Hommes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Total</i>	<i>Femmes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Hommes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Total</i>
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	284	40,4	419	59,6	<b>703</b>	98	11,8	735	88,2	<b>833</b>
Département des affaires de désarmement	20	87,0	3	13,0	<b>23</b>					
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	3	60,0	2	40,0	<b>5</b>					
Office des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et la prévention du crime	88	81,5	20	18,5	<b>108</b>					
ONUG	351	46,5	404	53,5	<b>755</b>	10	76,9	3	23,1	<b>13</b>
ONUN	162	49,5	165	50,5	<b>327</b>					
ONUW	151	43,9	193	56,1	<b>344</b>	3	50,0	3	50,0	<b>6</b>
Organes interorganisations	11	84,6	2	15,4	<b>13</b>					
PNUE	250	79,4	65	20,6	<b>315</b>					
<b>Total</b>	<b>4 024</b>	<b>60,2</b>	<b>2 658</b>	<b>39,8</b>	<b>6 682</b>	<b>166</b>	<b>13,2</b>	<b>1 087</b>	<b>86,8</b>	<b>1 253</b>

### E. Nombre total d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur

(Au 30 juin 2000)

	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
Bureau chargé du Programme Iraq	1				2		1		2	1	2	4	2	1	3	1					13	7	20	35,0
Bureau de la coordination des affaires humanitaires					3	1	4		10	6	9	5	14	11		7					40	30	70	42,9
Bureau de liaison des commissions régionales								1	1												1	1	2	50,0
Bureau des affaires juridiques	1		1		3		5	4	10	6	7	8	13	9	4	5					44	32	76	42,1
Bureau des services de contrôle interne (BSCI)	1					1	3	2	7	3	21	12	8	4	6	3					46	25	71	35,2
Bureau du représentant du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés	1										2	1	2	2							5	3	8	37,5
Cabinet du Secrétaire général	1	1	2	1	3	2	4	1	5	1	4	2	4	6	1	1					24	15	39	38,5
CEA	1					1	9	3	22	5	25	9	34	15	15	6					106	39	145	26,9
CEE						1	6	2	15	6	21	5	21	7	10	7					73	28	101	27,7
Centre des Nations Unies pour les établissements humains							1		6	2	15	5	8	4	1	1					31	12	43	27,9
CEPALC	1				1		6	5	17	6	31	17	22	16	25	11					103	55	158	34,8
CESAO	1					1	5		16	5	18	3	4	16	4	6					48	31	79	39,2
CESAP	1					1	7	2	22	3	38	10	23	12	7	11					98	39	137	28,5
CNUCED	1		1		2	2	14	2	28	8	38	8	37	24	16	9					137	53	190	27,9
COCOVINU UNMOVIC							1	1	2	1	3										6	2	8	25,0
Commission d'indemnisation des Nations Unies			1		2		5		2	3	13	7	37	17	20	24					80	51	131	38,9

	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
Département de la gestion	1				1		2	2	4	5	3	5	1	2		3					12	17	29	58,6
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines				1	2	1	2	2	9	10	11	10	4	9	4	5					32	38	70	54,3
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité			1		4		2	3	7	6	15	18	18	18	3	6					50	51	101	50,5
Département de la gestion – Bureau des services de conférence et services d'appui			1		1		6	3	13	5	24	11	27	13	8	6					80	38	118	32,2
Département de l'information	1				4	1	6	7	21	14	34	32	28	43	23	24					117	121	238	50,8
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférences	1		1		3		5	6	62	43	138	75	117	90	7	8					334	222	556	39,9
Département des affaires économiques et sociales	1		1	1	7	3	19	8	28	24	40	40	31	24	20	17					147	117	264	44,3
Département des affaires politiques	2		2		8	2	5	6	21	8	19	10	10	10	5	2					72	38	110	34,5
Département des opérations de maintien de la paix	2		1		4		7	1	13	7	45	19	36	17	3	8					111	52	163	31,9
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	7		10		12	1	17	4	48	7	101	32	117	47	33	33	2				347	124	471	26,3

	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Département des affaires de désarmement	1				1		2	1	2	6	5	2	4		2	1			17	10	27	37,0
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux					1					1	1	2							2	3	5	60,0
Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime	1				2		8	2	22	3	22	11	15	19	5	10		1	75	46	121	38,0
Haut Commissariat aux droits de l'homme		1			1		2	2	4	6	17	4	16	16	4	10			44	39	83	47,0
ONUG	1				1	1	8	5	29	26	78	46	78	28	12	15			207	121	328	36,9
ONUN							2		5	1	19	6	13	11	6	6			45	24	69	34,8
ONUW					1	1	2	1	9	4	31	13	14	9	4	5			61	33	94	35,1
Organes interorganisations					2		3		2	1	1	3	1	2	1				10	6	16	37,5
PNUE	1		1		9	1	26	5	37	9	59	23	30	29	8	10		1	171	78	249	31,3
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>2</b>	<b>23</b>	<b>3</b>	<b>80</b>	<b>21</b>	<b>195</b>	<b>81</b>	<b>501</b>	<b>242</b>	<b>910</b>	<b>458</b>	<b>789</b>	<b>531</b>	<b>260</b>	<b>261</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2 789</b>	<b>1 601</b>	<b>4 390</b>	<b>36,5</b>

Tableau 9

**Nombre de fonctionnaires de rang élevé occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe**

(30 juin 1996-30 juin 2000)

Pays	SGI					SSG					D-2					D-1					Total				
	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00
Algérie				-	-				-	-	1	1	1	1	1	5	4	4	4	5	6	5	5	5	6
Allemagne	1	1	2	2	1	1	1		-	-	3	3	3	3	2	10	11	9	7	9	15	16	14	12	12
Antigua-et-Barbuda				-	-				-	-				-	-		1	1	1				1	1	1
Arabie saoudite				-	-				-	-	1	1	1	-	-	1	1	1	1	1	2	2	2	1	1
Argentine				-	-				-	-		1	1	2	2	3	2	1	3	4	3	3	2	5	6
Australie				-	-				-	-		1	1	2	2	6	6	5	4	4	6	7	6	6	6
Autriche				-	-				-	-				-	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Bahamas				-	-				-	-				-	-			1	1	-			1	1	-
Bangladesh				-	-				-	-				-	-	2	2	3	3	2	2	2	3	3	2
Barbade				-	-				-	-				-	-				1	-				1	-
Belgique				-	-				-	-	1	1	1	1	1	2	2	3	3	3	3	3	4	4	4
Bénin				-	-				-	-				-	-	1	1	1	-	-	1	1	1	-	-
Bolivie				-	-				-	-				-	-	1	1	1	-	-	1	1	1	-	-
Brésil	1	1	2	2	2				-	-				-	-	1	2	2	3	3	2	3	4	5	5
Burkina Faso				-	-				-	-	1		1	-	-		1	1	1	1	1	1	2	1	1
Cameroun				-	-				-	-				-	-	1	1	2	2	2	1	1	2	2	2
Canada	1	1	1	1	1				-	-		1	1	3	3	5	4	4	2	2	6	6	6	6	6
Chili				-	-			2	2	2	3	2		1	1	4	4	4	3	3	7	6	6	6	6
Chine	1	1	1	1	1				-	-	1	2	2	1	1	6	4	5	5	6	8	7	8	7	8
Chypre			1	1	1	1	1		-	-				-	1	2	2	2	2	1	3	3	3	3	3
Colombie			1	1	1				-	-				-	-				-	-			1	1	1
Costa Rica				-	-				-	-				-	-			1	1	1			1	1	1
Croatie				-	-				-	-				-	-				-	-	1			-	-
Cuba				-	-				-	-			1	1	1				-	-			1	1	1
Danemark				-	-				-	-				-	-		1	1	1	2		1	1	1	2
Égypte	1	1	1	1	1				-	-	1	2	2	2	2	5	4	4	4	5	7	7	7	7	8

Pays	SGI					SSG					D-2					D-1					Total				
	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00
El Salvador				-	-				-	-				-	-	1			-	-	1			-	-
Équateur	1			-	-				-	-				-	-				-	-	1			-	-
Espagne				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	2	3	3	2	2	3	4	4
États-Unis d'Amérique	1	1	1	1	1	1	2	1	2	2	13	10	8	6	6	34	37	38	41	34	49	50	48	50	43
Éthiopie				-	-				-	-				-	1	1	1	1	2	1	1	1	1	2	2
Fédération de Russie	1	1	1	1	1				-	-	1	1	1	3	3	9	8	8	6	6	11	10	10	10	10
Fidji				-	-				-	-				-	-	3	2	1	1	1	3	2	1	1	1
Finlande				-	-				-	-	2			-	-	1	1	1	1	1	3	1	1	1	1
France	2	2	2	2	1				-	-	5	4	4	6	5	10	10	9	9	9	17	16	15	17	15
Gambie				-	-	1	1		-	-		1	1	1	1	2	2	2	2	3	3	4	3	3	4
Ghana	2	1	1	1	1				-	-				-	-	2	2	2	1	-	4	3	3	2	1
Grèce				-	-				-	-				-	-	1			-	-	1			-	-
Guatemala	1	1		-	-				-	-				-	-				1	-	1	1		1	-
Guinée				-	-	1	1		-	-	1	1	1	-	-				-	-	2	2	1	-	-
Guyana				-	-				1	1	2	2	2	-	-	2	1	3	4	3	4	3	5	5	4
Haïti				-	-	1	1	1	1	1				-	-	2	1	1	1	1	3	2	2	2	2
Hongrie				-	-				-	-				-	-				-	1				-	1
Inde	2	1	2	1	1				-	-			1	1	1	2	2	1	2	2	4	3	4	4	4
Indonésie	1	1	1	1	1				-	-				-	-	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Iran (République islamique d')				-	-	1			-	-	1			-	-	2	1	1	1	2	4	1	1	1	2
Iraq	1			-	-				-	-				-	-	2	2	2	2	2	3	2	2	2	2
Irlande			1	1	1	1	1		-	-				-	-	2	3	2	2	2	3	4	3	3	3
Islande				-	-				-	-			1	1	2	1	1	-	-	2	1	1	1	1	1
Israël				-	-				-	-				-	-	1	1	2	1	1	1	1	2	1	1
Italie	1	1	1	1	1			1	1	1	4	4	3	5	4	6	5	5	4	6	11	10	10	11	12
Jamahiriya arabe libyenne				-	-				-	-				-	-	1	1		-	-	1	1		-	-
Jamaïque				-	-		1	1	1	1	2	1		-	-				-	-	2	2	1	1	1
Japon	1	1	1	1	1	1		1	1	1	3	1	2	1	1	2	3	4	4	2	7	5	8	7	5
Jordanie				-	-				-	-				-	-	1	1	1	2	1	1	1	1	2	1
Kenya				-	-				-	-				2	1	2	2	2	-	-	2	2	2	2	1

Pays	SGI					SSG					D-2					D-1					Total				
	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00
Koweït				-	-				-	-				1	1				-	-				1	1
Liban				-	-	1	1		-	-				-	-	1	1		-	1	2	2		-	1
Libéria				-	-				-	-				-	-	1	1		-	-	1	1		-	-
Malaisie				-	-			1	1	1				-	1	2	1	2	1	1	2	1	3	2	3
Mali				-	-				-	-			1	1	1				-	-			1	1	1
Malte				-	-				-	-				-	-	3	3	2	1	1	3	3	2	1	1
Maroc				-	-				-	-	1			-	-	2	2	2	1	1	3	2	2	1	1
Maurice				-	-		1	1	1	1	2	1	2	2	2	1	1		-	-	3	3	3	3	3
Mauritanie				-	-				-	-				-	-				1	1				1	1
Mexique				-	-	1			-	-				-	-				2	2	1			2	2
Mozambique				-	-				-	-	1			-	-				-	1	1			-	1
Myanmar				-	-				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Nicaragua				-	-				-	-				-	-		1	1	1	-		1	1	1	-
Niger				-	-				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Nigéria				-	-				-	-	1			-	-	3	4	3	2	2	4	4	3	2	2
Nouvelle-Zélande				-	-				-	-		1	1	2	2	3	2	2	2	2	3	3	3	4	4
Oman				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Ouganda				-	-				-	-		1	1	1	1	5	3	2	2	2	5	4	3	3	3
Pakistan		1	1	1	1	1			-	-	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	4	4	4	4	4
Panama				-	-				-	-		1	1	1	1				-	-		1	1	1	1
Paraguay				-	-				-	-				-	-		1	1	1	1		1	1	1	1
Pays-Bas				-	-				-	-	2	2	2	-	-	2	2	1	2	3	4	4	3	2	3
Pérou				-	-	1	1	1	1	-				-	-	1	2	1	2	2	2	3	2	3	2
Philippines				-	-				-	-				-	-	1	1	1	2	2	1	1	1	2	2
Pologne				-	-	1			-	-				1	1				-	-	1			1	1
Qatar				-	-				-	-				-	-			1	1	-			1	1	-
République de Corée				-	-			1	1	-	1			-	-				-	-	1		1	1	-
République démocratique du Congo				-	-				-	-				-	-	1	1		-	-	1	1		-	-
République tchèque				-	-				-	-				1	1				-	-				1	1
République-Unie de Tanzanie				-	-				-	-		1	1	2	2	3	2	2	-	-	3	3	3	2	2



Pays	SGI					SSG					D-2					D-1					Total				
	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00	96	97	98	99	00
Roumanie				-	-				-	-	1	1		-	-				-	-	1	1		-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	1	1	1			1	2	1	3	5	4	4	3	13	11	11	10	11	17	17	17	17	16
Sainte-Lucie				-	-				-	-				-	-			1	1	1			1	1	1
Sénégal				-	-	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1		1	1	1	1	2	3	4	3	3
Sierra Leone				-	-				-	-				-	1	3	2	1	-	-	3	2	1	-	1
Singapour				-	1				-	-			1	1	1	2	2	1	3	4	2	2	2	4	6
Slovénie				-	-				-	1				-	-				-	-				-	1
Somalie				-	-				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Soudan				-	-				-	-				-	-	1	2	1	2	2	1	2	1	2	2
Sri Lanka			1	1	1				-	-	1	1	1	-	-	1	1		-	-	2	2	2	1	1
Suède	1	1	1	1	1				-	-	1	1	2	2	2	2	2	3	2	2	4	4	6	5	5
Swaziland				-	-				-	-				-	-			1	1	1			1	1	1
Thaïlande				-	-				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Togo				-	-				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Trinité-et-Tobago				-	-				-	-				-	-	1		1	2	2	1		1	2	2
Tunisie				-	-	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	3	3	2	2	2	5	5	4	4	4
Turquie				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	2	3	3	2	2	3	4	4
Ukraine				-	-				-	-	1			-	-	1	1	1	-	-	2	1	1	-	-
Uruguay				-	-				-	-				1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Venezuela				-	-			1	-	-				-	-	1	1	1	-	-	1	1	2	-	-
Yémen				-	-				-	-				-	-	2	2	1	1	1	2	2	1	1	1
Yougoslavie				-	-				-	-	1	1	1	-	-	1	1	1	1	1	2	2	2	1	1
Zambie				-	-				-	-				-	-	1	1	1	-	1	1	1	1	-	1
Zimbabwe				-	-				-	-				-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Total partiel</b>	21	18	24	23	22	15	14	15	17	15	71	63	64	70	69	222	213	209	205	203	329	308	312	315	309
<i>Autre origine</i>																									
Suisse				-	-				-	-			1	1	1	1	1		-	1	1	1	1	1	2
<b>Total partiel</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	1	-1	-	-	1	1	1	1	1	2

<i>Pays</i>	<i>SGI</i>					<i>SSG</i>					<i>D-2</i>					<i>D-1</i>					<b>Total</b>				
	<i>96</i>	<i>97</i>	<i>98</i>	<i>99</i>	<i>00</i>	<i>96</i>	<i>97</i>	<i>98</i>	<i>99</i>	<i>00</i>	<i>96</i>	<i>97</i>	<i>98</i>	<i>99</i>	<i>00</i>	<i>96</i>	<i>97</i>	<i>98</i>	<i>99</i>	<i>00</i>	<b>96</b>	<b>97</b>	<b>98</b>	<b>99</b>	<b>00</b>
<i>Regroupement économique</i>																									
Pays en développement	11	8	12	11	12	10	10	11	11	9	28	25	29	28	31	107	99	96	100	98	<b>156</b>	<b>142</b>	<b>148</b>	<b>151</b>	<b>150</b>
Autres pays	10	10	12	12	10	5	4	4	6	6	43	38	36	43	39	116	115	113	105	106	<b>174</b>	<b>167</b>	<b>165</b>	<b>165</b>	<b>161</b>
<b>Total général</b>	<b>21</b>	<b>18</b>	<b>24</b>	<b>23</b>	<b>22</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>71</b>	<b>63</b>	<b>65</b>	<b>71</b>	<b>70</b>	<b>223</b>	<b>214</b>	<b>209</b>	<b>205</b>	<b>204</b>	<b>330</b>	<b>309</b>	<b>313</b>	<b>316</b>	<b>311</b>